

UNION AFRICAINE - ALGÉRIE

Moussa Faki se félicite de la nomination de Ramtane Lamamra

P. 24

ALGÉRIE-DIPLOMATIE

La nouvelle appellation du MAE, "une orientation stratégique" du Président Tebboune (Lamamra)

P. 24

INCENDIES DE FORÊTS

"Les incendies de Khenchela sont volontaires, provoqués par des groupes criminels" (Beldjoud)

P. 3

ENTRÉE EN FONCTION DE LA NOUVELLE LÉGISLATURE

"Le début d'une étape amorçant l'Algérie nouvelle à laquelle aspirent les Algériens" (Boughali)

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé jeudi que la législature actuelle exige de retoucher les manches, car elle marque le début d'une étape amorçant l'Algérie Nouvelle à laquelle aspire le peuple algérien et pour laquelle s'est engagé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. " Notre législature a cela de particulier qu'elle exige de nous de retoucher les manches, car elle marque le début d'une étape amorçant véritablement l'Algérie Nouvelle à laquelle aspire notre peuple et pour laquelle s'est engagé le président de la République lors de sa campagne électorale", a indiqué M. Boughali dans son allocution, à l'issue de son élection à la majorité, président de l'APN.

P. 3

DKnews-APS



VÉHICULES ÉLECTRIQUES

45% des automobilistes algériens prêts à acquérir des voitures électriques (étude)

P. 24

AUDIOVISUEL - FORUM

"L'élite versée dans l'audiovisuel est appelée à s'adapter à l'évolution technologique" (ministre)

P. 4

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À CONSTANTINE

18 morts et 11 blessés (nouveau bilan)

P. 8

SANTÉ

LOMBALGIE

9 réflexes pour ne plus avoir mal au dos

P.p 12-13

FOOTBALL

EURO

La fédération anglaise écope d'une amende (UEFA)

P. 21



INTERNET

Trump annonce une plainte contre Facebook, Twitter, Google et leurs patrons

P. 17

ORAN

Cérémonie pour les lauréats du centre anti-cancer

P. 2

BEJAIA Séisme de 2,8 degrés



Une secousse tellurique d'une magnitude de 2,8 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée samedi matin à 02h04 dans la wilaya de Bejaia, indique le Centre de Recherches en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG) dans un communiqué.

L'épicentre du séisme a été localisé à 11 km au Nord-Est de Cap Carbon (wilaya de Bejaia), précise le communiqué.

TAMANRASSET Deux morts et douze blessés dans un accident près d'In-M'guel

Deux personnes ont perdu la vie et douze (12) autres ont été blessées dans un accident de circulation survenu vendredi après-midi sur la RN-1 près d'In-M'guel, a-t-on appris des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit à 25 km d'In-Mguel suite à une collision entre un véhicule léger, un bus de transport de voyageur et un camion de gros tonnage, causant la mort sur place de deux personnes (29 et 30 ans) et des blessures de différents degrés de gravité à 12 autres (6 mois à 62 ans), a précisé la source.

Les corps des victimes et les blessés ont été évacués à l'hôpital de Tamanrasset et une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident.

AÏN DEFLA Un mort et trois blessés dans un accident de la circulation



Une personne est décédée et trois autres ont été blessées, vendredi à Aïn Defla, dans un accident de la circulation survenu sur le tronçon de l'autoroute est-ouest, traversant la wilaya, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit au lieu-dit Ouled El Mahdi relevant de la commune de Hoceinia lorsqu'un véhicule touristique a percuté de plein fouet un camion, causant le décès d'une personne (30 ans) et des blessures plus ou moins graves à trois autres, âgées entre 20 et 28 ans, a précisé la même source.

Aussitôt informés de l'accident, les éléments de la Protection civile sont intervenus sur le champ, prodiguant les premiers soins aux personnes blessées, avant de les transférer vers le service des urgences de l'hôpital de Khémis Miliana, a-t-on signalé.

Le corps de la personne décédée a été déposé à la morgue de la même structure de santé, a-t-on indiqué.

Une enquête a été ouverte par les services compétents en vue d'élucider les circonstances de cet accident, a-t-on fait savoir de même source.

ORAN Distribution de plus de 12000 logements publics locatifs avant la fin décembre prochain



La distribution de 12.000 logements publics locatifs (LPL) à travers différentes communes de la wilaya d'Oran est prévue avant la fin décembre prochain, a-t-on appris vendredi de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Ce quota comporte plus de 6.000 unités à points et autres destinées à la résorption de l'habitat précaire, a-t-on indiqué à l'APS, soulignant qu'ainsi, le nombre de LPL attribués atteindra 21.700 logements.

D'autre part, les services de wilaya prévoient la réception et la distribution cette année de 47.000 logements de différentes formules dont 8.800 attribués au mois d'avril et plus de 26.000 autres dans le cadre des festivités célébrant le 59e anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse.

EL TARF Quatre jeunes baigneurs portés disparus sur la plage Messida



Quatre (4) jeunes baigneurs, issus de la wilaya de Tébessa, sont portés disparus au niveau de la plage Messida relevant de la commune côtière d'El Kala (El Tarf), a-t-on appris vendredi auprès du chargé de communication de la Direction locale de la protection civile.

Arrivés très tôt le matin dans le cadre d'un voyage organisé, les victimes, âgées entre 16 et 21 ans, se sont aventurées sur cette plage où un drapeau rouge indiquait que la baignade était interdite, a précisé le lieutenant Seif Eddine Madaci, soulignant que ces jeunes sont arrivés aux environs de sept heures du matin, bien avant l'horaire de travail des surveillants des plages.

Les quatre victimes ont été emportées par la mer déchaînée et leurs dépouilles n'ont pas encore été repêchées, a indiqué la même source, ajoutant qu'aussitôt l'alerte donnée, les éléments de la Protection civile ont entamé les recherches pour tenter de retrouver leurs corps.

Le lieutenant Seif Eddine Madaci a réitéré, à cette occasion, les consignes de sécurité et de vigilance à suivre scrupuleusement par les estivants affluant vers cette région de l'extrême Nord-est du pays, afin de préserver leur vie.

TIZI-OUZOU Trois personnes arrêtées à Azazga pour possession de psychotropes

Trois (3) individus ont été écroués courant de cette semaine pour possession de psychotropes par les éléments de la sûreté de daïra d'Azazga, à l'Est de Tizi-Ouzou, a rapporté vendredi un communiqué de la sûreté de wilaya.

Les trois individus qui étaient en possession de 68 comprimés psychotropes au moment de leur arrestation, ont été présentés jeudi au parquet d'Azazga pour détention de psychotropes à des fins de commercialisation et ont été mis en détention préventive.

SAIDA Un mort dans un grave accident de la circulation



Une personne est décédée dans la nuit de jeudi à vendredi dans un grave accident de la circulation survenu suite à une violente collision entre une motocyclette et un camion, a-t-on appris auprès de la protection civile.

L'accident survenu suite à une violente collision entre une motocyclette de grosse cylindrée et un camion s'est produit vers minuit trente minutes dans la commune de Ain Lahdjar, causant de graves blessures au conducteur de la moto, a précisé la même source à l'APS.

Les éléments de l'unité secondaire de Ain Lahdjar sont intervenus sur le lieu de l'accident pour prodiguer les premiers soins à la victime âgée de 18 ans avant son transfert vers l'établissement hospitalier de proximité de ladite commune où il a rendu l'âme.

Les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

ANNABA Deux bureaux du cabinet du wali ravagés par les flammes



Deux bureaux du cabinet du wali ont été ravagés par les flammes suite à un incendie qui s'est déclaré jeudi matin au siège de la wilaya d'Annaba, sans occasionner de pertes humaines, a indiqué dans un communiqué la cellule de communication du cabinet.

L'incendie qui s'est déclaré vers 4h30 du matin a été "circonscrié" aux environs de 5h15, précise le même document, assurant que cet incident n'affectera pas le fonctionnement normal du service public.

Selon le même communiqué, une enquête a été ouverte par les services de sécurité compétents pour déterminer les circonstances exactes de l'incendie.

ORAN Cérémonie pour les lauréats du centre anti cancer

L'administration du Centre anti-cancer « Emir Abdelkader » de Messerghine (Oran) a organisé, jeudi, une cérémonie en l'honneur de 15 élèves hospitalisés dans cet établissement et qui décroché avec succès les examens de la 5ème année primaire et du BEM, avec un taux de réussite de 100 PC.

Lors de cette cérémonie qui s'est déroulée dans un climat convivial et festif, le directeur de l'établissement hospitalier, Kada Bâatouche, a indiqué que les huit candidats à l'examen de la 5ème année primaire et sept autres au BEM ont décroché leur diplôme avec des moyennes appréciables.

PARLEMENT

"La législature actuelle marque le début d'une étape amorçant l'Algérie nouvelle à laquelle aspirent les Algériens" (Boughali)

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a affirmé jeudi que la législature actuelle exige de retrousser les manches, car elle marque le début d'une étape amorçant l'Algérie Nouvelle à laquelle aspire le peuple algérien et pour laquelle s'est engagé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

"Notre législature a cela de particulier qu'elle exige de nous de retrousser les manches, car elle marque le début d'une étape amorçant véritablement l'Algérie Nouvelle à laquelle aspire notre peuple et pour laquelle s'est engagé le président de la République lors de sa campagne électorale", a indiqué M. Boughali dans son allocution, à l'issue de son élection à la majorité, président de l'APN.

Il a ajouté qu'avec l'installation de l'APN, "nous consolidons ainsi le processus électoral qui donne la parole au peuple dans le choix de ses représentants après des élections présidentielles transparentes et intégrées et après le référendum sur la Constitution", a indiqué M. Boughali qui souligne que "le pouvoir législatif retrouve aujourd'hui sa place, à travers la confiance placée en nous par les électeurs, en vue de concrétiser leur vœu d'approfondir la démocratie et de relancer le processus de développement global".

Dans le même contexte, le président de l'APN s'est engagé à "veiller, en permanence, à la coordination entre les différents groupes parlementaires et avec le Gouvernement, en vue de mener à bien le programme plébiscité par le peuple et que le président s'est



engagé à mettre en œuvre". Il s'est également engagé à accompagner le président de la République, en tant que Pouvoir législatif dans la concrétisation des objectifs tracés dans son programme, félicitant à l'occasion, le staff gouvernemental, à sa tête le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane qui a été investi de la confiance du Président Tebboune. M. Boughali a saisi l'occasion pour exprimer sa gratitude et ses remerciements à "l'armée nationale et à tous les corps de sécurité qui veillent à la protection et à la défense de la Patrie, ainsi qu'à la préservation de sa sécurité et de sa stabilité". Il a également

salué les efforts de tous les travailleurs dans les secteurs vitaux,

qui sont au service des citoyens en cette conjoncture particulière

que traverse le pays à l'instar des différents pays du monde et induite par la pandémie de la Covid-19.

M. Boughali a également salué les efforts considérables consentis par les agents de la Protection civile et l'Armée dans la wilaya de Khenchela, suite au déclenchement des incendies ayant ciblé la ressource forestière, se félicitant également de "l'élan de solidarité des citoyens, lequel dénote de leur souci à protéger et à défendre leur pays et ses ressources, en barrant la route aux détracteurs". Pour rappel, une séance plénière sera tenue samedi et sera consacrée à l'adoption de la liste des vice-présidents de l'APN.

Adoption de la liste des vice-présidents

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté samedi à l'unanimité la liste des vice-présidents de l'Assemblée au titre de la première année de la 9^e législature. L'adoption s'est déroulée en plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN élu jeudi dernier. Il a été procédé à l'adoption d'une liste de neuf députés proposés par les groupes parlementaires conformément à l'article 13 du règlement intérieur de l'APN. Il s'agit des députés Bentabet Azzi et Fitas Belakehal du Parti du Front de libération nationale (FLN), Benaouda Bentahar et Salim Merah (Indépendants), Youcef Adjissa et Sariha Kaci du Mouvement de la société pour la paix (MSP). La liste inclut également un député du Rassemblement national démocratique (RND), du Front El-Mostakbal et du Mouvement El Bina El Watani, respectivement: Moundir Bouden, Khelifa Benslimane et Ali Tarbagou. L'adoption de la liste des vice-présidents intervient conformément à l'article 133 de la Constitution et de l'article 12 du règlement intérieur de l'APN qui stipule que les vice-présidents sont élus par l'APN pour un an. Ils sont rééligibles.

INCENDIES DE FORÊTS

"Les incendies de Khenchela sont volontaires, provoqués par des groupes criminels" (Beldjoud)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a affirmé, vendredi depuis la commune de Bouhmama (Khenchela), que les incendies qui se sont déclarés dans la wilaya depuis dimanche dernier sont "volontaires et provoqués par des groupes criminels". "Les services de sécurité ont appréhendé plusieurs suspects qui devront répondre de leurs actes

devant la justice", a précisé M. Beldjoud, qui était accompagné par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, lors de son inspection du centre de commandement de la Protection civile de Bouhmama, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Khenchela pour s'enquérir de la situation suite aux incendies qui se sont déclarés dans la région.

Le ministre a ajouté, dans

ce contexte: "Il y a des personnes qui tentent de créer le désordre à travers ces feux de forêts", relevant que "des éléments de la Protection civile ont trouvé lors de leurs interventions pour éteindre les flammes à l'intérieur des forêts, des personnes transportant des bidons d'essence et des scies mécaniques". M. Beldjoud a également déclaré que "jusqu'à présent 2 500 hectares de surfaces forestières ont été rava-

gées par les flammes", soulignant que "selon les spécialistes du domaine, ce couvert forestier se régénérera à partir de mars prochain".

Selon le ministre de l'Intérieur, "quatre foyers de feu demeurent actifs à Khenchela et les éléments de la Protection civile, ceux des forêts, ainsi que les unités de l'ANP, poursuivent leurs efforts pour lutter contre les flammes jusqu'à leur extinction définitive".

Kamel Beldjoud annonce l'acquisition prochaine d'avions anti-incendies

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé vendredi depuis la commune de Bouhmama (wilaya de Khenchela), que "des avions anti-incendies seront prochainement acquis".

"Un cahier des charges a été élaboré à cet égard et nous sommes en contact avec des Sociétés internationales activant dans ce domaine", a précisé M. Beldjoud, qui était accompagné par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, lors de son inspection du centre de commandement de la Protection civile à Bouhmama, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Khenchela pour s'enquérir de la situation suite aux incendies qui se sont déclarés dans la région.

Le ministre a ajouté, dans ce contexte, que "les moyens existent et ces avions seront disponibles dans le pays dès que les fournisseurs les livreront". S'agissant des in-

cendies de Khenchela, M. Beldjoud a souligné que "tous les moyens matériels et humains pour éteindre les feux qui se sont déclarés dimanche dernier ont été fournis, avec la mobilisation de plus de 2 500 éléments de la Protection civile et de la conservation des forêts, 60 bulldozers et engins lourds, 140 camions citernes, en plus de deux hélicoptères".

Le ministre a salué, à cette occasion, les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) qui sont intervenues pour ouvrir les pistes forestières à Tamza et Chélia afin de faciliter l'opération d'extinction des feux, et exprimé également ses remerciements aux citoyens qui se sont portés volontaires pour contribuer à l'opération en les qualifiant d'"honorables".

M. Beldjoud a également affirmé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane,

sont allés de près la situation à Khenchela depuis le 4 juillet courant.

Et d'ajouter: "Je suis en contact quotidiennement avec le wali de Khenchela pour connaître l'évolution de la situation et fournir tout ce qui est nécessaire". Lors de sa rencontre avec les citoyens habitant dans les périmètres forestiers des communes de Tamza, Bouhmama et Chélia, M. Beldjoud a écouté, en compagnie du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, leurs préoccupations et s'est engagé à les transmettre au Premier ministre et aux ministres concernés, notamment celle relative à la réalisation d'un barrage au niveau de la plaine Mellagou à Bouhmama. S'agissant de l'ouverture et l'aménagement de pistes forestières, M. Beldjoud a fait état de l'inscription de projets de réalisation de 300 km de pistes, à savoir l'aménagement de 200 km de pistes à l'intérieur des forêts et l'ouverture de 100 km de pistes.

ALGÉRIE-AFRIQUE-COMMERCE

M. Rezig prend part à la 6^e réunion du Conseil des ministres de la ZLECAF

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a participé jeudi par visioconférence, aux travaux de la 6^e réunion du Conseil des ministres de la zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a été consacrée à l'examen du rapport de la 8^e réunion du comité des hauts fonctionnaires chargés du commerce de la zone, tenue en juin dernier, ajoute le communiqué.

A cette occasion, les négociateurs ont reçu les orientations nécessaires pour le règlement de l'ensemble des questions en suspens, notamment en ce qui a trait aux règles d'origine et offres tarifaires du commerce de marchandises au sein de la ZLECAF.

Entrée officiellement en vigueur en début de l'année 2021, la ZLECAF permettra d'augmenter les flux commerciaux au sein du continent pour atteindre plus de 52%.

ALGÉRIE-PNUD

Un appel à projet à destination des associations locales de 4 wilayas

Un appel à projet a été lancé récemment à destination des associations territoriales ou à ancrage territorial dans quatre wilayas-pilotes du projet intitulé : "l'Economie Sociale au service de l'inclusion économique des jeunes et l'innovation sociale", a-t-on appris auprès de la coordination locale du projet à Oran.

Portant sur l'économie sociale et solidaire (ESS), cette action est initiée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-Algérie) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS) et co-financé par le gouvernement du Japon et le PNUD-Algérie.

La capitale de l'Ouest, avec Béchar, Naâma et Khenchela constituent les wilayas-pilotes de ce projet lancé en juillet 2020 et qui vise à promouvoir l'emploi et l'inclusion économique des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables, souligne un communiqué de cette coordination à Oran. Cette amélioration de l'employabilité se fera, essentiellement, à travers le soutien de projets entrepreneuriaux, sociaux et solidaires portés par des jeunes et des personnes en situation précaire (en particulier et les femmes des zones rurales).

Elle se fera également par le renforcement des structures d'appui dédiées à la création de micro-entreprises et d'entreprises sociales, et le développement d'un environne-



ment propice à l'essor de l'économie sociale et à l'émergence d'entrepreneurs sociaux prospères, ajoute-t-on de même source.

A cet effet, dans le cadre de la mise en œuvre du projet et à fin de créer de solides bases pour les initiatives relevant du champs de l'ESS, le PNUD Algérie, en collaboration avec le MTESS, prévoit d'organiser des activités d'aide à la conception, au développement et à la mise en œuvre de projet, dans un cadre de concertation, ainsi que le financement d'initiatives et projets associatifs et/ou entre-

preneuriaux dans des secteurs porteurs choisis pour les 4 wilayas pilotes.

L'appel à projet en faveur des associations des wilayas-pilotes a été lancé début juillet. Le dernier délai pour la réception des propositions est le 25 juillet 2021. Son objectif global est l'identification, le développement, l'appui à la mise en œuvre, le financement et le suivi d'initiatives associatives connexes au champ de l'ESS dans les secteurs porteurs identifiés au niveau des wilayas pilotes.

Ces secteurs sont: l'écotou-

risme pour la wilaya Béchar, les produits alternatifs et dérivés de l'élevage à Naâma, les plantes aromatiques et médicinales (PAM), la pomme à Khenchela et l'agriculture péri et intra-urbaine à Oran. L'appel à projet ambitionne aussi de contribuer à l'amélioration de l'environnement économique et institutionnel pour permettre le développement de l'ESS et l'émergence d'entrepreneurs sociaux performants, par la sensibilisation des parties prenantes à l'importance de l'ESS en tant que secteur créateur de richesse et d'emplois et l'accompagnement renforcé de projets entrepreneuriaux portés par les jeunes, et en particulier les femmes, en vue d'accroître leurs autonomes. Les projets sélectionnés devront être réalisés entre le 01/09/2021 et le 01/05/2022. Il peut s'agir d'une action nouvelle, une extension d'activités ne faisant pas l'objet de financement actuellement, ou la capitalisation d'autres actions existantes et la réponse directe à une analyse de besoins clairement identifiés.

PARTIS-ACTIVITÉ

Les députés du parti FLN appelés à honorer leurs engagements envers le peuple

Le Secrétaire général (SG) du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baâdji a appelé, mercredi en fin d'après-midi, les députés de sa formation à "honorer leurs engagements" électoraux et à faire de l'institution législative un socle de démocratie représentative et une véritable tribune pour défendre les intérêts nationaux dans le cadre des dispositions de la Constitution.

Dans son allocution lors d'une réception organisée en l'honneur des députés du parti FLN, M. Baâdji a déclaré que "la représentation des citoyens est une grande responsabilité et vous êtes tenus, à ce titre, d'honorer les engagements envers les électeurs et répondre aux préoccupations des citoyens", les exhortant à participer à la réalisation "des objectifs du développement global et aux ateliers de réformes politiques et socioéconomiques". Il a mis en avant la nécessité de formuler des propositions et des réflexions dans le cadre de la promotion du partenariat, de l'action sociale et du consensus national.

Il a en outre appelé les députés à "instaurer un débat démocratique au sein de l'instance législative et à s'élever au-dessus de toute considération politicienne" pour faire de l'APN "un socle de la démocratie représentative et une véritable tribune de défense des intérêts nationaux dans le cadre des dispositions de la Constitution". M. Baâdji a rappelé que le succès des Législatives du 12 juin était "un triomphe pour l'Algérie et un rejet populaire indéniable des appels au boycott de ce rendez-vous électoral". Le parti FLN, dira son SG, "ne renoncera pas à l'Algérie alors qu'elle fait face aux défis nationaux et régionaux" soulignant qu'il sera "là pour barrer la route à quiconque attenterait à l'unité et à la stabilité du pays" tout en appuyant le rôle pionnier de l'institution militaire et des corps de sécurité dans la défense et la sauvegarde des intérêts suprêmes de l'Etat.

Le parti FLN "avait choisi, en toute souveraineté, de participer au Gouvernement aux côtés des autres partis et députés indépendants afin de mener à bien le projet de développement initié par le Président Tebboune en réponse aux revendications légitimes du peuple", a-t-il encore souligné, précisant que cette démarche tend entre autres à "remettre l'Algérie sur la voie de la légitimité et à rejeter tout aventurisme qui menacerait l'unité du peuple".

PÊCHE - RENCONTRE

L'importance d'organiser les métiers de la pêche et de l'aquaculture soulignée (rencontre)

Les participants à une rencontre régionale sur les voies et moyens de créer et gérer les coopératives de pêche et d'aquaculture, organisée mercredi à Mostaganem, ont insisté sur l'importance d'organiser les métiers du secteur dans le cadre de textes juridiques en chantier.

Le directeur général de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, Mustapha Ilies a souligné que les prochains textes réglementaires s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route du secteur qui vise à accompagner les professionnels au niveau local et à réduire les contraintes auxquels ils sont confrontés durant l'exercice de leurs activités.

Les nouveaux textes visent à accorder des facilités aux professionnels à travers leur encadrement au niveau de coopératives professionnelles qui leur permettent d'acquiescer différents moyens matériels et équipements de pêche et de pouvoir bénéficier des services liés au secteur et d'avantages en matière d'impôts, a indiqué le même responsable.

M. Ilies a fait savoir que la prise en charge des professionnels en associations et coopératives renforce la collaboration entre différents acteurs et contribue au développement de la filière et la prise en charge économique et sociale de certaines catégories. Après avoir expliqué le contenu du projet de décret exécutif relatif aux conditions de création et de gestion des coopératives et le projet comportant la liste de référence de la filière de la pêche et de l'aquaculture, la sous-directrice de promotion sociale et professionnelle au ministère de tutelle, Leïla Houmes a souligné que l'objectif de cette rencontre réside dans l'intégration de propositions des professionnels dans la mouture finale de ces deux documents qui aident à la promotion des conditions sociales et contribuent au développement économique local et national.

Ce texte épargne aux professionnels la condition de disposer d'un agrément et le remplace par un enregistrement au Registre

national des coopératives, de même qu'il facilite l'opération de création et de gestion de ces associations professionnelles à caractère non commercial et contribue à la maîtrise de la profession et de différentes activités, a ajouté la même responsable.

Pour sa part, le président de l'association professionnelle "Mérédien Stidia", Allal Mohamed a exprimé sa satisfaction quant à ses projets d'ordre réglementaire et son souhait qu'ils aident au respect des conditions pratiques de la profession, notamment en ce qui concerne le repos biologique, la préservation de la ressource halieutique et la sensibilisation des professionnels, de

même qu'ils présentent des avantages économiques et sociaux et aident les coopératives, à l'avenir, à la relance de l'activité de ramassage et de construction et réparation des navires de pêche et des petits métiers. Les interventions de professionnels de Mostaganem, d'Oran, de Chlef, de Tlemcen, de Relizane, de Sidi Bel-Abbes et d'Ain Témouchent, qui se sont relayés, ont été axées notamment sur la relation entre les associations avec la chambre de la profession, les textes de loi qui régissent des coopératives, les rapports des partenaires associés fondateurs entre eux et la gestion des charges financières, entre autres.

AUDIOVISUEL - FORUM

L'élite versée dans l'audiovisuel est appelée à s'adapter à l'évolution technologique (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a mis l'accent mercredi, sur la nécessité pour l'élite algérienne versée dans l'audiovisuel de s'adapter aux mutations qui se produisent de par le monde dans le domaine de l'audiovisuel, dans le but d'améliorer la qualité des produits et prestations proposés au public.

Dans un message lu à l'ouverture de la première édition du forum sur l'audiovisuel au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran, par le directeur du centre, Djillali Mestari, le ministre a souligné que les élites, experts et spécialistes qui s'intéressent au champ de l'audiovisuel, sont appelés à travailler plus que jamais pour s'adapter à l'évolution et aux mutations dans le domaine des techniques modernes et innovantes de l'audiovisuel au regard de la forte concurrence dans le monde en la matière.

"L'objectif est d'œuvrer à améliorer les produits et les prestations en audiovisuel, présentés au public pour augmenter l'audience et le taux de suivi par différentes couches et catégories d'âge", a déclaré Abdelbaki Benziane. "L'époque actuelle est marquée par l'ère du numérique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication et les multimédias, les chaînes et sites web et les ré-

seaux sociaux, avec tout ce que cela suppose comme enjeu et intérêt majeur pour la formation sociale, la maîtrise et l'orientation des tendances et la canalisation des énergies positives à même de développer l'esprit d'initiative et d'innovation et façonner les idées et les talents", a-t-il encore souligné.

Le ministre a valorisé cette première édition de ce forum, organisé sous le slogan "l'audiovisuel et son rôle dans la valorisation de la recherche scientifique" dans le cadre des activités du projet du Conseil de la recherche et du développement économique relevant du CRASC, qualifiant cette édition de "leader" pour avoir jeté les ponts de la coopération dans le domaine de l'audiovisuel et suscité les débats entre académiciens et praticiens dans le but d'élaborer une stratégie commune pour donner une impulsion au secteur de l'audiovisuel à l'ère des défis de la conjoncture actuelle décisive.

Pour sa part, Nabil Hadji, conseiller au ministère de la Culture et des Arts a abordé, dans son intervention par visioconférence, la problématique du financement des projets par l'Etat en matière de production cinématographique, ainsi que la contribution des privés et les œuvres communes dans ce sens.

L'Etat contribue à travers le ministère des Moudjahidine au financement des films his-

toriques et ceux dédiés aux chouhada dont "Larbi Ben M'hidi" et "Mustapha Ben Boulaid, en plus du financement par la Télévision publique de plusieurs œuvres de haute facture, a rappelé le même responsable, soulignant que le financement du secteur du cinéma doit provenir du secteur lui-même dont les recettes des salles de cinéma et la billetterie, lesquelles doivent être une source importante de revenus pour la relance du secteur et la rénovation des salles. La réalisatrice de cinéma et enseignante à l'université d'Alger 3, Fatima Ouezzane a présenté, lors de cette rencontre, un historique sur l'ouverture du domaine de la communication et de l'audiovisuel en Algérie, tout en rappelant les textes de loi qui régissent ce secteur. Younes Karrar, expert international dans le domaine de la numérisation et de la communication a abordé, dans un exposé intitulé "La communication numérique et les nouveaux médias", l'évolution de l'audiovisuel dans le monde, qui peut se résumer, a-t-il dit, en un clic. Ce forum, à l'initiative du CRASC d'Oran, a enregistré la participation de nombreux académiciens, cinéastes, stagiaires et formateurs du secteur, de même que des amateurs et a été marqué par l'organisation de deux ateliers sur "l'audiovisuel au service de la recherche scientifique" et "les techniques de l'audiovisuel".

UNIVERSITÉ DE GHARDAÏA Plus de 5.000 diplômés au titre de l'année 2020-2021

Plus de 5.181 étudiants (3.349 titulaires de licence et 1.832 autres de Master) dans 82 spécialités, ont obtenu leurs diplômes de l'université de Ghardaïa, au titre de l'année universitaire 2020-2021, a-t-on appris samedi auprès de cet établissement d'enseignement supérieur.

Selon le recteur de l'université de Ghardaïa, Pr Lyes Bensaci, l'année universitaire s'est déroulée dans des conditions "normales" en dépit de la conjoncture exceptionnelle imposée par la pandémie du coronavirus, entraînant un renforcement de l'enseignement en présentiel par l'enseignement et un renforcement de l'usage du numérique comme outil pédagogique des étudiants et enseignants.

Des plateformes assurant une interaction avec les étudiants pour l'enseignement à distance ont été mises en place dans les six (6) facultés et dix-neuf (19) départements que compte l'université de Ghardaïa, a-t-il précisé.

L'Université de Ghardaïa



a bénéficié durant l'année universitaire 2020/2021 d'un laboratoire d'analyses biologiques aux normes universelles avec les équipements nécessaires pour effectuer les diagnostics des différentes pathologies, notamment le

coronavirus, à travers les tests de la réaction de polymérisation en chaîne (Polymerase Chain Reaction-PCR), a indiqué M.Bensaci. Une enveloppe de 20 millions DA a été allouée par le ministère de l'Enseignement supérieur et

la Recherche scientifique pour l'acquisition du matériel de diagnostic afin d'effectuer des tests de dépistage des pathologies, particulièrement le coronavirus (Covid-19), a-t-il souligné. Inauguré durant l'année universitaire 2004/2005 comme annexe de l'Université d'Alger avec 200 étudiants, le campus universitaire de Ghardaïa est devenu un centre universitaire en 2006 puis élevé au rang d'université en 2012, permettant aux nombreux étudiants de la région, notamment la gent féminine, de poursuivre leur cursus universitaire sur place.

Pas moins de 20.000 diplômés ont été promus de cette université depuis son ouverture en 2004.

SIDI BEL-ABBÈS Plusieurs projets pour assurer l'eau potable aux citoyens

Plusieurs projets visant à assurer l'amélioration de l'alimentation en eau potable des citoyens et à améliorer les capacités de stockage de ce produit vital sont en cours de réalisation à travers plusieurs communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris du directeur local des ressources en eau, Berkliit Laid.

Le même responsable a souligné la réalisation en cours de 9.000 mètres linéaires de fonçage soit une moyenne de 34 forages permettant de fournir 30.000 m³ d'eau dont 15.000 m³ destinées au chef-lieu de wilaya. Ces fonçages, ayant nécessité un montant de 900 millions DA sont menés à travers les communes de Tenira, Sidi Ali Benyoub, Oued Sefoune, Chott Chergui, Ain El Berd, Chatouane Belaïla et Mekedra. Les délais de leur réalisation sont fixés à 8 mois.

La wilaya de Sidi Bel-Abbès a consacré également un investissement d'un milliard de DA pour soutenir ses capacités de stockage par la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 20.000 m³ chacun, a ajouté le même responsable. Il a noté que les entreprises de réalisation ont été retenues et les travaux démarreront prochainement avec un délai de réalisation de 18 mois.

La partie nord-est de la wilaya sera renforcée par la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 500 m³ chacun, en plus d'un autre d'une capacité de 1.000 m³. Les projets nécessiteront une enveloppe de 800 millions DA, selon le même responsable local. Il a noté que les travaux seront bientôt lancés après l'achèvement des démarches administratives.

Par ailleurs, trois stations de pompage et de transfert d'eau seront également réhabilitées depuis le barrage de Sidi Abdelli (Tlemcen) vers Sidi Bel Abbès, pour un montant de 1,3 milliard DA. Concernant la fourniture d'eau potable dans les zones d'ombre, le même responsable a fait état de la prise en charge de l'AEP des zones d'ombre de Delahim et Sebaha (Ain El Berd) à partir des barrages de Sarno et de Sidi Abdelli respectivement. D'autres zones d'ombre de la wilaya ont été approvisionnées en eau potable, dans le cadre des programmes de développement communautaire PCD, a mentionné en outre Berkliit Laid. Par ailleurs, dans le cadre du programme de développement local de l'exercice écoulé, la priorité a été donnée au secteur des ressources en eau qui a bénéficié d'une soixantaine d'opérations liées à l'AEP ainsi qu'à la réalisation des réseaux d'assainissement, selon le même responsable tout en signifiant que la plupart de ces opérations ont été lancées.

Grands projets de transfert d'eau

S'agissant des grands projets visant le transfert de l'eau vers la partie sud de la wilaya, il a été procédé à la mise en service du projet de transfert d'eau à partir du Chott Gharbi. Ce sont dix communes qui sont alimentées en eau potable quotidiennement. Par ailleurs, les travaux du deuxième projet d'alimentation en eau potable à partir de Chott Gharbi enregistrent un taux d'avancement de 95 pour cent. Il touchera, une fois mis en service, les communes de Telagh, Merrine, Tafsour, Teghalimet, Mezaurou et Oued Tourira ainsi que les villages d'Ain El Djohar et Bent Sultane. Le même responsable a souligné que le projet est entré dans la phase de test et assurera à quelque 50.000 âmes une dotation quotidienne de 15.000 m³ d'eau potable. Concernant le projet de raccordement au réseau de transfert d'eau dessalée à partir de la station de Honaïne (wilaya de Tlemcen), le taux d'avancement des travaux a atteint 95 pc. Il sera mis en service à la fin du mois de juillet en cours ce qui permettra d'alimenter la population du chef-lieu de wilaya et 18 autres communes avec un ratio quotidien de 45.000 m³ d'eau au profit de 463.000 habitants, a précisé le même responsable, qui a estimé que ces projets stratégiques devront doubler les capacités de stockage d'eau potable de la wilaya pour passer de 39.000 m³ actuellement à 80.000 m³ d'ici le début de 2022.

TISSEMSILT Programme de rationalisation de la consommation d'eau potable en été

L'unité de la wilaya de Tissemsilt de l'Algérienne des eaux (ADE) a lancé un programme spécial visant à rationaliser la consommation de l'eau potable durant la période d'été, suite à la baisse du volume des ouvrages approvisionnant la région. Le programme tracé au niveau de la direction des ressources en eau de la wilaya, englobe la réduction du volume horaire de distribution de l'eau potable aux communes de la wilaya de 24 heures à 8 heures par jour pour six communes, à 6 heures pour huit autres communes et à 4 heures pour 8 autres, a affirmé à l'APS le directeur d'unité, Khaled Guellil.

Par ailleurs, le ratio quotidien par personne diminuera de 170 litres par jour l'an dernier à 100 l/j, a-t-on ajouté, soulignant que ce programme est venu

rationaliser la distribution et économiser l'eau suite à la baisse sensible du niveau des barrages "Koudiet Rosfa" dans la commune de Beni Chaïb et "Derder" (Aïn Defla) qui assurent l'approvisionnement des 22 communes de la wilaya, de Tissemsilt et la diminution des eaux de souterraines dans la commune de Rechaïga (Tiaret) qui alimente le chef-lieu de wilaya de Tissemsilt.

Le même responsable a souligné que la quantité d'eau potable produite actuellement à partir des ouvrages destinés à l'alimentation des populations de la wilaya de Tissemsilt a atteint globalement 51.000 mètres cubes par jour, alors que les besoins des habitants de la wilaya sont estimés à 54.000 m³ par jour.

Le même programme prévoit le lancement d'une vaste campagne de sen-

sibilisation pour lutter contre le gaspillage de l'eau durant la période des chaleurs à travers des affiches dans les lieux publics et des conseils sur la page officielle de l'unité de wilaya de l'ADE sur le web.

D'autre part, cette unité a pris une batterie de mesures pour la saison estivale comportant la mobilisation de trois (3) équipes techniques au niveau central relevant des dairas de Tissemsilt, Theniet El Had et de Bordj Bou Naama, pour intervenir en cas de coupures et de perturbation dans la distribution d'eau, ainsi que pour des opérations d'assainissement, de nettoyage et de maintenance des infrastructures hydrauliques dont les réservoirs et les stations de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP).

AÏN TÉMOUCHENT 16 réservoirs pour renforcer les capacités de stockage d'eau

Le secteur des ressources en eau de la wilaya d'Aïn Témoûchent s'attelle à réaliser un programme sectoriel de développement visant à la réalisation de 16 réservoirs à travers les communes. Ces projets devront contribuer à accroître les capacités de stockage d'eau et à sécuriser l'alimentation régulière des populations, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur. Ces infrastructures en cours de concrétisation assureront une capacité de stockage globale de 9.900 m³, ce qui constituera un apport non négligeable pour sécuriser les besoins de la population en eau potable, notamment dans les zones d'ombre où seront implantés la plupart de ces projets, a souligné le responsable local du secteur, Mohamed Hamadouche.

Cette opération, inscrite au titre du programme sectoriel des ressources en eau et pour laquelle une enveloppe financière de 449 mil-



liards DA a été allouée, prendra en charge la réalisation de 16 réservoirs d'eau d'une capacité de stockage comprise entre 150 et 1.000 m³, a-t-on ajouté. Parmi ces projets, deux réservoirs ont été récemment réceptionnés dans les villages d'Aïn Basal et de Béni Ghannam relevant de la commune de l'Emir Abdelkader, où ils sont entrés en service avec une capacité de stockage d'environ 500 m³ chacun. Les travaux de réalisation ont été achevés pour 4 autres réservoirs. Si-

tués dans les communes d'Ogb Ellil et Oulhaça. Ils seront mis en service cet été. Les projets restants seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours, a assuré le même responsable.

Par ailleurs, le même secteur lancera prochainement l'opération d'aménagement et de réhabilitation de plusieurs puits dans plusieurs communes de la wilaya pour subvenir aux besoins de la population en eau potable. Des démarches sont actuellement en cours pour recen-

ser ces puits, étudier leur débit, s'assurer du taux de productibilité de leur eau, selon la même source.

La wilaya de Aïn Témoûchent bénéficie quotidiennement d'une quantité de 100.000 m³ assurés par la station de dessalement de l'eau de mer de Chatie El Hilal (commune de Sidi Benadda) en plus de autres 5.000 m³ d'eau provenant de forages souterrains pour couvrir les besoins de sa population, rappelle-t-on.

APS

VÉHICULES ÉLECTRIQUES Une centaine de stations-service équipées de bornes de recharge d'ici la fin de l'année (Naftal)

Près d'une centaine de stations-service de Naftal seront équipées de bornes de recharge de véhicules électriques d'ici la fin de l'année en cours, a indiqué à l'APS un responsable au sein de cette entreprise publique de distribution des produits pétroliers.

Selon le premier conseiller du PDG de Naftal, Adel Bentoumi, au moins une station-service dans chacune des 58 wilayas sera équipée d'une borne de recharge électrique, en plus des stations autoroutières (autoroute Est-Ouest), au nombre de 32, avec un nombre plus élevé dans les wilayas où le parc automobile est plus important.

Naftal va démarrer cette opération par un projet pilote avec une première borne de recharge déjà installée au niveau de station-service de Chéraga (ouest d'Alger).

Cette borne, qui a été produite en Algérie par le groupe privé Amimer Energie, permet le recharge complet de la batterie en 1 heure et 5 minutes pour un véhicule dont l'autonomie est de 400 km, a précisé M. Bentoumi, soulignant que certaines bornes de recharge peuvent charger complètement la batterie de cette catégorie de véhicules en 40 à 45 minutes.

Naftal a lancé une pré-qualification pour établir une short-liste des éventuels partenaires et attend un retour de la part des candidats intéressés, a ajouté le responsable qui a estimé que l'entreprise aura besoin de plusieurs fournisseurs pour bâtir son réseau.

Par la suite, la société nationale lancera l'acquisition et l'installation des bornes de recharge électrique au niveau de son réseau en équipant au minimum une station par wilaya et en prévoyant d'installer des bornes de recharge ultra-rapides dans les stations autoroutières.

De son côté, le président du secrétariat des comités en charges des activités de construction et des concessionnaires de véhicules neufs, Mohamed Djebili, n'a pas écarté la possibilité que le ministère de tutelle inclut la fabrication des bornes de recharge électrique dans le régime préférentiel exonérant les opérateurs qui se lanceront dans cette activité des droits et taxes, une fois les véhicules électriques vulgarisés et la demande sur les bornes de recharge plus importante.

Pour sa part, le fondateur du site algérien spécialisé en automobile "DZMOTION", Sofiane Barkat, a évoqué "la nécessité de tisser un réseau dense de bornes de recharge électrique si l'on veut encourager les citoyens algériens à acquérir des véhicules électriques".

"Faute d'installation de bornes de recharge à des intervalles réguliers et rapprochés, les conducteurs ne s'aventureront pas à effectuer de longs trajets au volant de leur véhicules électriques, faisant de ce type de véhicules des voitures de ville, ce qui n'est pas le but recherché", a-t-il argué.

Un taux d'intégration de 70% pour la borne pilote

Concernant la borne de recharge électrique installée au niveau de station-service de Naftal de Chéraga, la première du genre, elle a été conçue et développée par des ressources et compétences algériennes avec un taux d'intégration de 70%, qui pourra atteindre les 100% dans un stade d'industrialisation, explique son fabricant.

Cinq bornes adaptées aux différents besoins du marché, allant de l'utilisation domestique à l'utilisation en zone urbaine mais aussi sur les zones autoroutières, avec des temps de charge qui varient selon l'application, ont été réalisées jusqu'à présent, et les résultats des tests sur des simulateurs de véhicules ont été "satisfaisants", précise un communiqué de Amimer Energie.

ENERGIE ET MINES

M. Arkab se réunit avec les cadres du secteur

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a tenu jeudi une réunion avec les cadres du secteur, durant laquelle il a évoqué les défis énergétiques auxquels fait face le pays et les efforts à consentir pour les relever, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion s'est déroulée au siège du ministère en présence du Président directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, du représentant du P-dg du Groupe Sonelgaz, du président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), du P-dg du Groupe Manadjim El Djazair (MANAL), du président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), de la présidente de l'Agence du service géologique d'Algérie (ASGA) et des cadres du ministère, souligne la même source.

Exprimant "ses remerciements et sa reconnaissance" au président de la République pour la confiance renouvelée en sa personne, M.

Arkab a affirmé "la poursuite de l'action et des efforts au service du pays et de la population".

La croissance et le progrès du secteur de l'énergie et des mines "n'auront lieu sans la conjugaison des efforts de tous les opérateurs, une démarche qui se répercutera positivement



sur l'économie nationale et permettra d'assurer une vie digne et stable à tous les citoyens", a-t-il ajouté.

Le secteur, poursuit M.

Arkab, fait face à plusieurs défis notamment dans le domaine des hydrocarbures, d'où la nécessité de développer les champs pour augmenter la production par Sonatrach seul ou dans le cadre du partenariat et ce conformément à la nouvelle loi sur les hydrocarbures, ainsi que de relancer les projets pétrochimiques en vue de couvrir les besoins nationaux et réduire les importations. Il a relevé la

grande importance du programme de dessalement d'eau de mer comme alternative face à la rareté des eaux à court et à moyen termes.

En matière d'énergie électrique, le ministre s'est dit soucieux de développer et d'élargir le réseau national du transport d'électricité de haute et très haute tension, notamment vers le Sud en poursuivant le raccordement des zones d'ombre, des exploitations agricoles et industrielles productives au réseau électrique et gazier.

Il a appelé à saisir les opportunités d'investisse-

ment offertes dans le continent africain et à promouvoir l'intégration du système électrique et énergétique avec l'Europe.

Il s'agit également d'assurer une meilleure exploitation économique des grandes richesses minières dont recèle le pays à même de créer une richesse et une plus value ainsi que de l'emploi pour les jeunes et les diplômés.

M. Arkab a mis l'accent sur la nécessité d'exploiter pour de vrai la nouvelle mine de Gara Djebilet et de parachever toutes les mesures relatives au lancement du projet de phosphate tout en oeuvrant à développer et à élargir tous les projets miniers.

Le ministre a abordé d'autres volets comme l'énergie nucléaire destinée à la production d'électricité, la protection de l'environnement, les installations énergétiques, l'encouragement de l'intégration nationale dans le secteur de l'énergie et des mines, la numérisation, l'utilisation des technologies de pointe, l'organisation administrative des directions de l'énergie et des mines et le soutien au startup.

INDUSTRIES DES RÉSEAUX

La révision de système de tarification et l'implication des investisseurs privés préconisés (recommandations)

Les participants aux ateliers organisés dans le cadre du séminaire du CNESE sur "la nouvelle dynamique des industries de réseaux", ont recommandé mercredi la révision de système de tarification et l'ouverture de certains créneaux aux investisseurs privés.

Les travaux des cinq ateliers qui concernent les réseaux de l'électricité, du gaz, de l'eau, des transports et des télécommunications, ont été animés par des experts et des représentants des différents ministères et des entreprises publiques et privés activant dans ces secteurs.

Ainsi, les participants à l'atelier dédié au réseau du gaz ont formulé plusieurs recommandations, à leur tête l'intégration des investisseurs privés, et l'octroi des concessions de longue durée, ainsi que la révision de la loi de 2002 portant sur la gestion des réseaux de distribution du gaz.

Pour leur part, les participants à l'atelier des entreprises des réseaux eau, ont préconisé essentiellement la révision du système tarifaire (coût-vérité), des subventions qui ciblent les couches sociales démunies.

Dans le secteur des transports, il a été préconisé d'encourager l'investissement privé, notamment à travers des partenariats public-privé (PPP) dans les domaines de l'exploitation, la réalisation et la maintenance, de diversifier le financement des infrastructures et d'intégrer l'ingénierie dans les programmes de développement.

La création de startups locales dans des créneaux porteurs (VTC, vente en ligne) et devenir fournisseurs alternatifs de solutions technologiques sont

les principales propositions formulées par les animateurs de l'atelier des entreprises des réseaux de télécommunications.

Concernant les entreprises des réseaux d'électricité, les participants à l'atelier dédié à cette activité, en majorité des cadres de Sonelgaz, ont suggéré d'arriver au coût réel du kWh avec la prise en compte du taux de retour sur investissement (TRI) imposé par le propriétaire.

Durant la matinée, le professeur de l'université de Montpellier et directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie, Jaques Percebois, a présenté un exposé sur le "financement et la régulation des réseaux électriques", durant lequel il a évoqué les différents modes de tarification.

M. Percebois a estimé que c'est aux consommateurs de supporter, "logiquement", le financement du développement des réseaux, d'autant plus que le réseau "représente le tiers du prix de revient du service".

Réagissant à cette intervention, le président du Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE), Rédha Tir a expliqué que continuer à financer ces projets par le biais du contribuable implique le recours aux ressources du Trésor, alors qu'impliquer l'utilisateur consiste à faire participer le dernier bénéficiaire du service au financement ce qui inclut le rééquilibrage des tarifs dans les différentes industries (eau, transport, gaz et électricité).

Ce raisonnement permettra, selon le président du CNESE, d'éviter le phénomène du passager clandestin "free-rider problem" (le bénéficiaire d'un

service qui ne le paie pas à sa valeur réelle), ce qui suppose un calcul économique approfondi des coûts d'accès au réseau, notamment dans les périodes de forte demande, et tout un dispositif réglementaire et législatif à développer autour de la question.

M. Tir a souligné que "les monopoles naturels publics chargés de la gestion des réseaux réalisent des déficits chroniques et structurels" partout dans le monde, ce qui amène à lancer des réflexions pour surmonter ces déficits et développer d'autres modèles économiques basés sur la notion du coût du capital, le coût marginal de la distribution et l'efficacité et la qualité du servi ce.

Abordant le sujet du financement des réseaux de transport, le consultant international de la Banque asiatique de développement et de la Banque mondiale, Salim Refas, a attiré l'attention des participants sur le fait que les fonds internationaux soutiennent de moins en moins les projets de développement des réseaux de routes pour des considérations environnementales, favorisant les projets de mobilité urbaine (métró, tramway) avec un indice carbone moindre.

Par contre, M. Refas a souligné que les investisseurs privés restent très intéressés par les projets en relation avec les ports, les aéroports et les autoroutes, ce qui constituerait des sources de financement à prospecter.

Autres sources de financement, les financements mixtes, qui font appel, notamment, aux Fonds de pension, ou encore la finance islamique qui est adoptée dans plusieurs pays, a préconisé M. Refas.

PÉTROLE

Les prix du pétrole retrouvent des couleurs

Les prix du pétrole ont repris des couleurs vendredi, partiellement aidés par un dollar plus faible et par la baisse des stocks américains, mais le marché restait inquiet de l'absence d'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés (Opep+).

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a fini en hausse de 1,92% ou 1,43 dollar à Londres, par rapport à la clôture de la veille, à 75,55 dollars.

A New York, le baril de WTI pour août a lui aussi terminé en progrès de 2,22% ou 1,62 dollars à 74,56 dollars.

Le plongeon des stocks de brut de 6,9 millions de barils (MB), à 445,5 MB, pour la semaine close le 2 juillet, selon le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), a soutenu les cours depuis jeudi.



"Le marché a été notamment impressionné par la demande d'essence qui a affiché un record hebdo-

maire", a souligné Andrew Lebow de Commodity Research Group, alors que les Américains s'apprêtaient à prendre les routes pour le week-end prolongé de la fête nationale du 4 juillet.

"En attendant, les cours sont portés par des forces extérieures plutôt que par des fondamentaux.

Le repli du dollar est un facteur, le rebond des actions vendredi en est un autre, mais ce que les courtiers attendent c'est ce que va faire l'Opep", a encore indiqué l'expert de Commodity Research Group.

G20

Il faut accroître les investissements en prévision de futures pandémies (rapport)

Il faut nettement accroître les investissements et muscler la gouvernance mondiale afin de mieux lutter contre de futures pandémies, a prévenu vendredi le groupe indépendant de haut niveau mandaté par le G20 pour réfléchir à la manière de préparer la planète à l'avenir.

"Le monde est très loin d'être prêt pour prévenir ou stopper la prochaine pandémie", a ainsi estimé ce groupe dans un rapport publié à Venise à l'occasion de la réunion des ministres des Finances du G20.

Pourtant, "il y a une forte probabilité pour que la future pandémie se déclare dans moins d'une dizaine d'années", et "son impact sur la santé humaine et l'économie mondiale pourrait même être plus important que celui du Covid-19", insiste-t-il.

"Nous devons tirer les leçons de cette pandémie pour être prêts pour la suivante", a exhorté la directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, lors d'une conférence de presse.

Le rapport juge nécessaire d'augmenter les financements publics d'au moins 75 milliards de dollars dans les 5 prochaines années, soit 15 milliards de dollars par an.

Ces financements doivent permettre de mettre sur pied un réseau coordonné de surveillance et de recherche sur les maladies infectieuses, des systèmes de santé résilients, une capacité mondiale pour produire des vaccins, et une gouvernance mondiale.

Le rapport prône également la création d'un Conseil des menaces sur la santé mondiale, qui rassemblerait les ministres de la Santé et des Finances et les organisations internationales.

Il aurait pour mission "d'assurer une surveillance financière systématique et une mobilisation rapide et efficace des ressources et de la coordination des efforts internationaux pour atténuer les menaces de pandémies".

Ces recommandations seront étudiées lors de la prochaine réunion des ministres des Finances et de la Santé du G20 en octobre.

Par ailleurs, Mme Okonjo-Iweala a prévenu que la pandémie de Covid-19 "est toujours là", en lançant un appel à accélérer plus largement la vaccination à travers le monde, alors que de nombreux pays émergents n'ont vacciné qu'une part minime de leur population.

"Le G20 a bien agi en essayant de donner des vaccins, de soutenir leur production et leur distribution, mais il faut faire plus", a-t-elle insisté.

BOURSES

Les Bourses européennes et américaine se reprennent après l'ouverture de Wall Street

Plombés jeudi par la résurgence d'inquiétudes diverses sur la pandémie et la reprise économique, les Bourses européennes se ressaisissaient vendredi, un mouvement amplifié par l'ouverture en hausse de Wall Street.

Les places du Vieux Continent effaçaient ainsi une partie de leurs pertes de la veille: Paris gagnait 2,01%, Londres 0,72%, Francfort 1,24%, Milan 1,45% et Madrid 0,85%.

Outre-Atlantique, la Bourse de New York s'éveillait également en meilleure forme: le Dow Jones montait de 0,44%, le S&P 500 de 0,43% et le Nasdaq de 0,10% dans les premiers échanges. Après la baisse de jeudi, "les investisseurs sont de retour aujourd'hui, pour acheter à bas coût", souligne Sophie Griffiths, analyste chez Oanda. En Asie en revanche, le regain de contamination

liées au Covid-19 a continué de peser sur le moral des investisseurs, notamment à Tokyo (-0,63%), où le gouvernement a décidé d'instaurer un nouvel état d'urgence face à l'augmentation des infections.

Jeudi, les marchés s'étaient affolés après la publication du compte rendu de la dernière réunion de la Banque centrale américaine (Fed), qui faisaient état de discussions sur un changement de cap de sa politique monétaire.

Les déclarations de dirigeants politiques relatives à la propagation du variant Delta ont ajouté encore davantage de doutes dans l'esprit des investisseurs.

Vendredi, ces derniers réagissaient "favorablement aux commentaires rassurants de Christine Lagarde après que la BCE a décidé de relever son objectif d'inflation, main-

tenant ainsi sa politique monétaire extrêmement accommodante", selon Pierre Veyret, analyste pour ActivTrades.

Mais les investisseurs, dont le moral est déjà "considérablement alourdi par l'augmentation des cas de virus dus au variant Delta", risquent de rester sur la défensive avant de connaître l'impact de la résurgence de la pandémie sur la croissance, ajoute-t-il. Sur le marché obligataire, après plusieurs jours de repli témoignant d'un appétit des investisseurs pour des actifs moins risqués, les taux des emprunts d'Etat se stabilisaient et le rendement américain à 10 ans remontait même légèrement (1,35%).

Le G20 Finances, réuni à Venise jusque samedi, examine de son côté la réforme de la taxation des multinationales.

TAXATION INTERNATIONALE

La France "se bat" pour un taux supérieur à 15%

La France va "se battre" pour obtenir au G20, réuni à Venise, que le futur impôt mondial sur les multinationales soit supérieur à 15%, a déclaré le ministre français de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire vendredi matin à son arrivée. "La France va se battre pour que cet accord soit conclu au G20 de Venise.

La France va aussi se battre avec beaucoup de force

pour que le taux de la taxation minimale soit supérieur à 15%", a-t-il affirmé.

"C'est la position que je défendrai aujourd'hui au G20", a déclaré le ministre français de l'Economie et des Finances.

"Nous avons la possibilité que ces Etats, qui représentent 85% de la richesse mondiale, s'entendent sur un accord sur la taxation internationale pour le 21e siècle

qui permette de taxer de manière juste les géants du numérique qui échappent largement à l'impôt, ce que personne ne peut accepter", a expliqué M. Le Maire.

Le G20 Finances s'est ouvert avec en haut de l'agenda la réforme de la taxation des multinationales, qui ambitionne de mettre fin aux paradis fiscaux et au dumping fiscal en instaurant notamment un

impôt mondial d'au moins 15% sur les bénéfices.

Plusieurs pays, dont outre la France, les Etats-Unis et l'Allemagne, sont favorables à un taux supérieur à 15% mais ils se font peu d'illusions.

"Il faut être réaliste, d'autres nations ont déjà du mal avec ce taux" donc a priori il devrait rester inchangé, a estimé un responsable gouvernemental allemand.

CANADA

Le taux de chômage baisse en juin à 7,8%

L'économie canadienne a créé 231.000 emplois en juin, entraînant une baisse du taux de chômage à 7,8% (-0,4 point), grâce à la levée de certaines restrictions prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19, a annoncé vendredi Statistique Canada.

Cette baisse du taux de chômage fait suite à la hausse enregistrée en mai et en avril, après qu'il soit tombé à 7,5% en mars, niveau le plus bas depuis le début de la pandémie.

Le taux de chômage en juin est toutefois "considérablement plus bas que le récent sommet de 9,4% atteint en janvier 2021 et que le record sans précédent de 13,7% enregistré en mai 2020", a noté Statistique Canada,

dans un communiqué. "La croissance de l'emploi observée en juin est entièrement survenue dans le travail à temps partiel et elle s'est concentrée chez les jeunes de 15 à 24 ans, principalement les jeunes femmes", a observé l'institut.

Il s'agit de la plus forte croissance en un seul mois (+7,1%) pour ce groupe d'âge depuis juillet 2020.

L'emploi a notamment augmenté dans les secteurs où les restrictions sanitaires ont été assouplies, comme les services d'hébergement et de restauration, ainsi que dans le commerce de détail tandis qu'il a reculé dans le secteur des biens pour le deuxième mois consécutif.

La totalité de la hausse de l'emploi

enregistré en juin était à temps partiel (+264.000), retrouvant ainsi un niveau similaire à celui de février 2020, avant la pandémie.

Elle était principalement attribuable au secteur privé (+251.000), après une baisse pendant deux mois consécutifs.

Le travail autonome, celui des auto-entrepreneurs, était lui en baisse.

L'emploi a augmenté dans les trois plus grandes provinces du pays, l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique, ainsi qu'en Nouvelle-Ecosse.

Le nombre de Canadiens en télétravail a baissé de 400.000 en juin et concernait 4,7 millions de personnes.

GHANA

La banque centrale va tester sa monnaie électronique d'ici septembre

Le Ghana va lancer une phase pilote de sa monnaie électronique d'ici septembre, a annoncé vendredi Maxwell Opoku-Afari, premier vice-gouverneur de la Banque du Ghana.

Il a indiqué que l'introduction de cette monnaie numérique de la banque centrale (CBDC) était l'un des impératifs politiques critiques de l'après-Covid-19, car la pandémie a accéléré le mouvement vers une économie sans numéraire et était susceptible de façonner la politique monétaire à l'avenir.

"La monnaie numérique fait partie de la reconnaissance par la banque centrale de la nécessité d'un paiement numériques et d'une prestation de services financiers.

A cet effet, la Banque du Ghana offrira une plateforme sur laquelle nous pourrons ajouter plus de valeur aux transactions numériques", a indiqué M. Opoku-Afari.

Selon lui, la durée de la phase pilote "sera déterminée par la facilité avec laquelle le public l'acceptera et par la rapidité avec laquelle la dynamique opérationnelle sera mise en évidence et les fondements opérationnels construits pour contenir tout défi opérationnel qui se présentera".

"Nous prévoyons que la CBDC de la banque fera progresser l'inclusion financière, favorisera l'efficacité et la stabilité du système de paiement, ainsi que la concurrence dans le secteur financier", a-t-il ajouté.

EL TARF

Huit baigneurs décèdent par noyade en une journée

Huit (8) baigneurs, dont quatre (4) portés disparus, sont décédés par noyade en une journée sur les plages d'El Tarf, a-t-on appris vendredi soir auprès du chargé de communication de la Direction locale de la Protection civile.

Deux victimes, le père et son fils, dont l'identité n'est pas encore déterminée, ont été repêchés de la plage non gardée de Fertassa, a indiqué le lieutenant Seif Eddine Madaci, affirmant que, selon des témoins, les victimes seraient issues du village de Ben Amar, sise à El Chhatt.

Au niveau d'une autre plage non gardée, située entre El Chhatt et Sidi Salem (Annaba), un jeune de 19 ans a été repêché dans un état critique, a souligné la même source, précisant que la victime, originaire de la wilaya d'El Oued, a été évacuée à l'hôpital de Ben M'hidi où elle a rendu l'âme peu après son admission. Aussi, le corps d'un quinquagénaire issu de la localité de Dréan a été repêché durant cette même journée sur la plage Les sables d'or, relevant de la daïra d'El Kala, a ajouté la même source, rappelant que quatre (4) jeunes baigneurs, venus de la wilaya de Tébessa, sont portés disparus depuis la matinée de vendredi au niveau de la plage Messida relevant de la commune d'El Kala, et dont les recherches se poursuivent afin de retrouver leurs corps.

Par ailleurs, quatre (4) autres baigneurs ont été secourus d'une mort certaine au niveau de la plage El Mordjane de la ville d'El Kala, a affirmé la même source.

Il est à rappeler que les maîtres nageurs sont à pied d'œuvre, dès le matin à travers les 15 plages ouvertes à la baignade de cette wilaya de l'extrême nord-est, où un rush considérable de vacanciers a été enregistré au regard de la canicule sévissant depuis quelques jours.

Les services de la Protection civile d'El Tarf réitèrent, dans ce contexte, leurs consignes de prudence et de vigilance pour éviter que ces moments de détente et de rafraîchissement ne se transforment en drame.

TRAFFIC DE PSYCHOTROPES À CHLEF

Cinq personnes arrêtées et près de 600 unités saisies

Les services de sécurité de Chlef ont arrêté récemment une bande criminelle de cinq individus versée dans le trafic illicite des comprimés psychotropes au niveau de certaines wilaya de l'ouest du pays, en saisissant 589 unités, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Suite à des informations faisant état d'individus s'adonnant au trafic de psychotropes au niveau de l'une des communes de la wilaya de Chlef, les éléments de la Brigade de Répression du Banditisme (BRB) relevant du service de la Police Judiciaire de la sûreté de wilaya ont mis en place un plan minutieux visant leur arrestation, a-t-on indiqué.

Après avoir identifié les membres de la bande en question, les policiers les ont surveillés de très près, les arrêtant au courant de cette semaine au niveau d'un point de contrôle à Chlef à bord d'un véhicule touristique, dont la fouille minutieuse leur a permis de mettre la main sur 589 comprimés psychotropes ainsi que sur la somme de 710 000 dinars représentant vraisemblablement les revenus de leur activité répréhensible, a-t-on fait détaillé.

Un PV a été dressé à l'encontre des mis en cause portant sur les griefs de «détention, transport et exposition de substances psychotropes en vue de leur vente dans le cadre d'un réseau criminel organisé», a-t-on fait savoir.

Les cinq membres de la bande dont l'âge varie entre 21 et 34 ans ont été présentés jeudi devant le tribunal de Ténès, a-t-on conclu de même source.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION À CONSTANTINE

18 morts et 11 blessés (nouveau bilan)

Dix-huit (18) personnes ont trouvé la mort et 11 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, vendredi soir, dans la wilaya de Constantine suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un camion-remorque, a indiqué samedi un nouveau bilan de la Gendarmerie Nationale.

18 personnes (11 femmes, 6 enfants et un homme) ont trouvé la mort et 11 autres souffrent de blessures plus ou moins graves, suite à cet accident survenu au lieu-dit (Oued Ouarzeg), commune de Beni Hmidane sur la RN 27 (Constantine-Jijel), précise-t-on de même source.

Les services de la protection civile avaient fait état, dans un premier bilan rendu public vendredi, de 9 morts et de 13 blessés à différents degrés, rappelle-t-on.

La même source a indiqué que l'unité secondaire de la Protection civile de Sissaoui Slimane, l'unité secondaire de Hamma Bouziane et l'unité de la commune de Zighoud Youcef sont intervenues à 19 h 47 sur la RN 27, suite à une



collision entre un bus de transport de voyageurs et un camion-remorque. Les victimes de l'accident

ont été évacuées à la morgue du centre hospitalo-universitaire Benbadis de Constantine. Les services de

la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

TIZI-OUZOU

Repêchage des corps de deux personnes mortes noyées

Les corps sans vie de deux personnes mortes noyées en mer à Tizi-Ouzou, ont été repêchés, vendredi, par les éléments de la protection civile, a indiqué un communiqué de la direction de wilaya de ce corps constitué.

Le premier noyé, un jeune âgé de 23 ans, a été signalé vers 17h et repêché décédé par des plongeurs de l'unité marine de Tizirt appuyés par les agents de l'unité de la protection civile de cette même ville côtière, à 19h20 au niveau d'une zone interdite à la bai-

gnade dite Cap Tandlest, selon le même document.

La deuxième victime, également un jeune de 23 ans, a été signalé disparu en mer à 18h30, et son corps sans vie a été repêché, par les plongeurs de l'unité marine et de l'unité de protection civile de Tizirt, à 19h10 au niveau d'une zone interdite à la baignade dite Rocher Blanc à Mazer dans la Commune de Mizrana, a-t-on ajouté.

Les corps des deux noyés ont été déposés à la morgue de l'hôpital de

Tizirt, a indiqué la protection civile dans son communiqué, précisant que "les plongeurs de la protection civile ont effectué les opérations de recherche dans des conditions difficiles vu l'état de la mer qui é tait très agitée".

Un appel à la vigilance a été lancé par cette même institution qui a rappelé que la baignade dans des zones non autorisées et donc non surveillées, est strictement interdite et dangereuse.

Tizi-Ouzou : une trentaine d'incendies enregistrés depuis juin dernier

Un total de 31 incendies a été enregistré dans la wilaya de Tizi-Ouzou du 1er juin dernier au 6 juillet courant, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la protection civile.

Sur ces 31 incendies, il a été dénombré 17 feux de broussailles ayant ravagés 53,5 ha de végétation, six feux de forêts ayant parcouru une superficie de 21,5 ha et 3 incendies de maquis qui ont causé des pertes sur 20,5 ha, a indi-

qué à l'APS le chargé de communication de ce corps constitué, le Capitaine Kamel Bouchakour.

Ces feux ont également ravagé, durant la même période, un total de 2.071 arbres fruitiers et 137 bottes de foin, a-t-il ajouté signalant qu'une superficie de 1,5 ha de récoltes (blé) a été en outre détruite par un feu qui s'est déclaré hier, mardi, à Tikobaine, dans la commune de Ouaguenoune.

EL TARF

Repêchage du corps d'un quinquagénaire sur la plage Les sables d'or à El Kala

Le corps d'un quinquagénaire a été repêché, vendredi, au niveau de la plage Les sables d'or relevant de la daïra d'El Kala (El Tarf), a-t-on appris vendredi auprès du chargé de communication de la direction locale de la Protection civile.

La victime, résidant dans la commune de Dréan, a été emportée par les vagues d'une mer déchaînée, a précisé le lieutenant Seif Eddine Madaci, soulignant que ce quinquagénaire a payé de sa vie en se baignant dans la mer alors qu'un drapeau rouge indiquait que la baignade était interdite.

Le corps inanimé de la victime a été acheminé vers la morgue de l'établissement public hospitalier



(EPH) d'El Kala, selon la même source.

Une enquête a été également ouverte par les services compétents, a ajouté le lieutenant Madaci, signalant également la disparition en mer de quatre (4) jeunes baigneurs, issus

de la wilaya de Tébessa, au niveau de la plage Messida relevant de la commune côtière d'El Kala. Arrivés très tôt le matin dans le cadre d'un voyage organisé, les victimes, âgées entre 16 et 21 ans, sont portées disparues, a précisé la

même source, indiquant que les recherches lancées aussitôt se poursuivent afin de retrouver leurs corps.

Il est à rappeler que les maîtres nageurs sont à pied d'œuvre, dès le matin, à travers les 15 plages ouvertes à la baignade de cette wilaya de l'extrême Nord-est où un rush considérable de vacanciers a été enregistré au regard de la canicule sévissant depuis quelques jours.

Dans ce contexte, les services de la Protection civile d'El Tarf réitèrent leurs consignes de prudence et de vigilance pour éviter que ces moments de détente et de rafraîchissement ne se transforment en drame.

ETATS-UNIS

Immeuble effondré en Floride : le nombre de morts monte à 79

Le funèbre décompte se poursuit en Floride après l'effondrement d'un immeuble, les autorités ayant annoncé vendredi après-midi la découverte d'un corps supplémentaire, faisant passer le bilan à 79 morts.

La maire du comté de Miami-Dade Daniella Levine Cava a annoncé lors d'une conférence de presse la découverte d'une nouvelle victime, après 14 autres plus tôt vendredi.

Sur les 79 victimes, 53 ont été identifiées, et 61 personnes qui auraient pu se trouver dans l'immeuble lorsqu'il s'est écroulé manquent toujours à l'appel, a précisé la maire.

Daniella Levine Cava s'est aussi réjouie qu'un "petit miracle" puisse apporter un peu de réconfort à une famille qui souffre. Le chat Binx, au court pelage noir, a été découvert non loin des débris du Champlain Towers South, en vie plus de deux semaines après la catastrophe, et rendu à ses propriétaires. Ces derniers, la famille Gonzalez, dont la mère Angela et la fille Deven se trouvaient dans l'immeuble lors de son effondrement et ont été blessés alors qu'elles tentaient de



s'enfuir, ont confirmé qu'il s'agissait de leur animal domestique. Le père Edgar, lui, figure parmi les disparus.

Après avoir espéré pendant quelques jours que des résidents aient pu survivre dans des poches d'air, les autorités ont dû se résoudre mercredi à mettre fin aux opérations de secours.

Les recherches des corps des

victimes se poursuivaient vendredi. Le maire de Surfside, Charles Burkett, a salué les "progrès incroyables" réalisés par les équipes de secouristes qui se relaient 24 heures sur 24 sur le site du sinistre.

Les débris de ce qui fut un immeuble de 12 étages sur le front de mer, hauts de quatre étages peu après l'effondre-

ment, se trouvent désormais au niveau du sol, a-t-il dit.

"Nous avons localisé les victimes un peu partout dans les débris", a précisé le chef des pompiers de Miami-Dade, Alan Cominsky.

Les équipes de recherche se sont concentrées sur les zones des escaliers, où des habitants auraient pu être pris au piège en tentant de s'échapper, et des chambres, en se basant sur les plans des appartements, a-t-il expliqué.

L'immeuble Champlain Towers South s'est partiellement écroulé, de façon encore largement inexpliquée, le 24 juin dans la nuit, même si la structure du bâtiment semblait par endroits dégradée.

Le reste du bâtiment, à l'instabilité jugée dangereuse, a fait l'objet d'une démolition contrôlée dimanche soir, ce qui a permis aux équipes de progresser dans des zones de fouilles jusque-là inaccessibles.

BRÉSIL

Nouveau record de déforestation en Amazonie en juin

La déforestation en Amazonie a battu son quatrième record mensuel consécutif en juin et 3.609 km2 ont été déboisés au premier semestre, une hausse de 17% par rapport à la même période de 2020, selon les données officielles rendues publiques vendredi.

En juin, la déforestation a atteint 1.062 km2, contre 1.043 km2 pour ce même mois l'an dernier. C'est la surface la plus importante enregistrée pour un mois de juin depuis que l'Institut national de recherches spatiales (INPE) compile ces informations par satellite, en 2015. Le vice-président brésilien Hamilton Mourao, qui préside le Conseil de l'Amazonie, a annoncé le mois dernier le déploiement d'une nouvelle opé-

ration militaire contre la déforestation. Mais les écologistes remettent en cause l'efficacité de ces opérations, la déforestation ayant fortement augmenté depuis l'arrivée au pouvoir en janvier 2019 du président d'extrême droite Jair Bolsonaro.

Les données de juin "sont un triste record pour la forêt et les peuples indigènes", a déclaré Romulo Batista, de l'antenne brésilienne de Greenpeace, dans un communiqué. "Le gouvernement a renoncé à ses obligations de combattre les crimes environnementaux", a déploré pour sa part le collectif d'ONG Observatoire du Climat.

L'Amazonie a également connu son mois de juin le plus dévastateur depuis 2007 pour ce qui est des feux de forêt, avec 2.308 foyers

d'incendie, soit 2,3 % de plus qu'au même mois de l'année dernière (2.248).

Le mois de juin marque le début de la saison sèche, et ces chiffres laissent présager une situation dramatique pour les mois à venir dans la plus grande forêt tropicale de la planète.

Il y a deux semaines, Ricardo Salles, ministre de l'Environnement hautement controversé, a démissionné, après l'ouverture d'une enquête sur son implication présumée dans un réseau d'exportation illégale de bois d'Amazonie.

Il a été remplacé par Joaquim Alvaro Pereira Leite, qui a été longtemps conseiller de la Société Rurale Brésilienne (SRB), un des principaux lobbys agricoles du pays.

TADJIKISTAN

5 morts dans un séisme dans l'est du pays

Un séisme de magnitude 5,9 ressentit jusque dans la capitale Douchanbé a frappé samedi l'est du Tadjikistan, faisant cinq morts selon les autorités de ce pays montagneux d'Asie centrale.

L'épicentre des secousses, qui se sont produites à 07H14 (02H14 GMT), se trouve à 165

km au nord-est de Douchanbé. Cinq personnes sont mortes", a indiqué à le service de presse du comité tadjik pour les Situations d'urgence, cité par des médias. "Des dizaines de maisons ont été détruites", a-t-il ajouté. Selon l'agence de presse Khovar, citant l'académie des sciences tadjike, le

séisme avait une magnitude de 5,9 à une profondeur de 10 kilomètres. Dans la capitale Douchanbé, il a été ressenti avec une magnitude de 3. Le comité pour les Situations d'urgence a précisé que les personnes décédées habitaient un village du district de Tadjikabad. "Des maisons et

des lignes électriques ont aussi été en partie endommagées" dans trois villages de ce district situé à 220 km à l'est de Douchanbé. Le président tadjik Emomali Rakhmonov a ordonné la création d'une commission d'enquête dirigée par le Premier ministre, précisent les médias russes.

INDONÉSIE

Séisme de magnitude 6,1 dans l'est du pays

Un séisme de magnitude 6,1 est survenu samedi au large de la côte est de l'île de Célèbes en Indonésie, a annoncé l'Institut américain de géophysique (USGS).

Aucune alerte au tsunami n'a été lancée et aucun dommage signalé dans l'immédiat. Le puissant tremblement de terre a frappé à 258 kilomètres au nord-est de la ville de Manado, située dans le nord de l'île. Sa profondeur était de 68 kilomètres.

L'Indonésie est régulièrement confrontée à des tremblements de terre ou des éruptions volcaniques, du fait de sa position sur la "ceinture de feu" du Pacifique, où les plaques tectoniques entrent en collision.

IRAN

Enquête après une explosion nocturne dans un parc de Téhéran

Les autorités ont ouvert une enquête samedi après une explosion nocturne survenue dans un parc de Téhéran sans faire de dégâts ni de victimes, rapportent plusieurs médias iraniens.

L'explosion s'est produite à 00H52 (20H22 GMT vendredi) au parc Mellat, dans le Nord de la capitale, selon Hamidréza Goudarzi, gouverneur adjoint de Téhéran.

"L'origine de l'explosion fait l'objet d'une enquête. (L'explosion) n'a causé aucun dégât matériel ni aucune perte humaine", a déclaré M. Goudarzi, cité par le site internet de la télévision d'Etat. De même source, M. Goudarzi, interrogé sur l'hypothèse d'un "atten-

ter terroriste", a simplement répondu que les résultats de l'enquête seraient rendus publics "après qu'on sera certain" de ce qui s'est passé. Selon un journaliste de la télévision d'Etat s'étant rendu sur place, la détonation aurait été causée par une "bombe assourdissante" ayant explosé dans un coin du parc "sans bâtiments ni installations".

Les pompiers de Téhéran ont indiqué avoir envoyé plusieurs équipes sur les lieux mais que celles-ci n'avaient trouvé trace d'aucun feu ni d'aucun débris.

Le parc Mellat est situé à proximité du siège de la radio-télévision publique iranienne (IRIB).

COLOMBIE

Assassinat de 4 personnes en mission pour récupérer des terres

Quatre personnes en mission officielle pour récupérer des terres volées à des paysans ont été assassinées dans la région de Meta, dans le centre de la Colombie, a annoncé vendredi le président colombien Ivan Duque sur twitter.

Ces quatre personnes, dont une fonctionnaire de l'entité publique créée pour restituer des terres à des paysans dépossédés pendant le conflit armé en Colombie, avaient disparu depuis le 27 mai dans la municipalité de Mesetas, a précisé un communiqué de cette entité, l'Unité de restitution des terres.

Karen Garay, cartographe appartenant à cette unité, avait disparu avec son chauffeur et deux sœurs appartenant à la famille réclamant cette restitution.

Leur père avait été assassiné en 1996 par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et leur propriété confisquée. Aucune piste sur l'identité des agresseurs n'a émergé des premiers éléments de l'enquête, mais plusieurs groupes rebelles, ayant refusé l'accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement et les FARC, sont toujours actifs dans cette région.

Sept dissidents des FARC ont été tués vendredi dans le nord du pays lors d'affrontements avec des guérilleros de l'ELN, l'Armée de libération nationale, non partie prenante de l'accord de 2016. L'Unité de restitution des terres a été créée en 2011 par le président de l'époque Juan Manuel Santos pour rendre leurs terres à des paysans ou des groupes indigènes spoliés pendant le conflit armé qui a ravagé le pays durant des années.

Le président Duque a promis vendredi de poursuivre cette mission de restitution, et assuré que tout serait fait pour retrouver les auteurs de cet assassinat.

ESPAGNE

Une figure de la lutte contre la corruption condamnée pour extorsion

Le fondateur de l'association de lutte contre la corruption Manos Limpias (Mains propres), Miguel Bernad, a été condamné à quatre ans de prison pour être impliqué dans un réseau d'extorsion de fonds visant de grandes sociétés, a annoncé vendredi la justice espagnole. Le militant espagnol a été reconnu coupable d'avoir exigé le versement par "des banques et des entreprises" d'argent pour qu'"en échange, (leur) soient évitées des actions en justice ou des campagnes de discrédit", a déclaré l'Audience nationale dans un communiqué.

Présent à ses côtés, considéré comme le chef du réseau, Luis Pineda, le fondateur d'une association de défense des usagers des banques, Ausbanc, a été condamné à huit ans de prison pour les mêmes faits.

Luis Pineda et Miguel Bernad ont tenté de faire chanter "la majorité des banques espagnoles" ainsi que de grandes multinationales telles que Nissan et Volkswagen, leur demandant parfois plusieurs millions d'euros, a expliqué l'Audience nationale.

Les deux hommes avaient aussi été accusés d'avoir essayé d'extorquer plusieurs millions d'euros à deux banques en échange du retrait d'accusations contre la princesse espagnole Cristina en 2015 mais les juges les ont acquittés dans ce sous-dossier, faute de preuves. Six autres accusés, membres de ces deux associations, ont été acquittés dans l'ensemble de l'affaire. Manos Limpias, fondée en 1995 et s'inspirant du nom de l'opération de lutte contre la corruption Mani Pulite en Italie, a déclenché des poursuites judiciaires ou s'est portée partie civile dans de nombreux procès contre la corruption de grandes entreprises et de membres de la famille royale.

Dans le procès de Luis Pineda et de Miguel Bernad ouvert en 2018, le parquet espagnol avait requis des peines de 18 ans de prison contre le premier et de 24 ans contre le second.

BISKRA

Lancement de la vaccination contre la Covid-19 dans l'espace public

Les services de la santé de la wilaya de Biskra ont lancé jeudi l'opération de vaccination des citoyens contre la Covid-19 dans un espace public.

Lancée par le wali, Abdallah Abinouar, depuis la Maison de la culture Ahmed Reda Houhou, l'opération de vaccination des citoyens contre la Covid-19 a mobilisé des staffs médicaux spécialement affectés à cette mission, a indiqué le directeur de wilaya de la santé et de la population, Reda Djellouli.

L'initiative visant à vacciner le plus grand nombre de citoyens, est menée dans des conditions adéquates par des équipes médicales qui procèdent à un examen préalable et au suivi des personnes une fois le vaccin administré, a ajouté le même responsable.

La campagne, qui se poursuit jusqu'au 15 juillet courant, est menée en coordination avec l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) et la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas).

Elle comprend également des actions de sensibilisation des citoyens à la nécessité de respecter les mesures préventives comme le port du masque de protection, la désinfection et éviter les regroupements y compris familiaux.

La wilaya de Biskra a connu dernièrement une augmentation "sensible" des cas de contamination par la Covid-19, réclamant davantage de précaution et de prévention, selon la même source.

ALGER

Une campagne vaccinale à travers 13 mosquées



Une campagne vaccinale contre la Covid-19 est prévue, après la prière du vendredi à Alger, à travers 13 mosquées réparties sur 10 communes de la wilaya, a annoncé, jeudi, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué.

Dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus et en coordination entre la direction de wilaya du secteur et la direction de la santé et de la réforme hospitalière d'Alger, une campagne de vaccination contre la Covid-19 sera organisée après la prière du vendredi (demain), au niveau de 13 mosquées relevant de 10 communes de la capitale, précise la même source.

Il s'agit de quatre mosquées situées dans le périmètre de la Place des Martyrs (commune de la Casbah), entre autres Ketchaoua et Djamaâ El Kabir, ainsi que des mosquées réparties sur les communes de Dar El Beida, Hraoua, Ouled Chebel, Ain Benian, Cheraga, Zeralda, Dely Ibrahim, Hammamet et Ouled Fayet.

Le ministère invite les citoyens à se rendre aux mosquées concernées pour se faire vacciner, tout en respectant les mesures préventives contre la propagation de ce virus.

BILAN CORONAVIRUS

813 nouveaux cas, 528 guérisons et 13 décès

Huit cent treize (813) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 528 guérisons et 13 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 145.296, celui des décès à 3.824 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint les 100.911 cas.

Par ailleurs, 49 patients sont actuellement en soins intensifs. En outre, 11 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 18 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 19 wilayas ont connu plus de 10 cas, ajoute la même source.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



tion physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

VACCINATION CONTRE LE COVID-19

Réception de 4 millions de doses entre le 11 et 18 juillet (Comité)

Quelque quatre (4) millions de doses de vaccin contre la covid-19 devront être réceptionnées entre le 11 et 18 juillet en cours, a annoncé, mercredi à Alger, le président du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, Pr. Abderrahmane Benbouzid.

S'exprimant en marge d'une rencontre ayant regroupé les directeurs des hôpitaux d'Alger et de la santé des wilayas de Blida, Tipasa, Boumerdès et Tizi Ouzou, Pr. Benbouzid a précisé que 1,6 million de doses seront réceptionnées le 11 juillet en cours et 400.000 autres le 18 du même mois, ainsi qu'un million de doses à la fin de ce mois, portant le nombre des doses à près de 4 millions de doses, ce qui élargira la campagne de vaccination de tous les citoyens.

Le même responsable a appelé à élargir cette campagne dans les espaces publics, les mosquées, les établissements et les centres commerciaux pour juguler la chaîne de contamination et permettre un retour à la vie normale.

Il a été procédé au transfert de 100 malades du COVID-19 d'Alger aux hôpitaux des wilayas limi-



trophes, en raison de la surcharge dont souffre la capitale. Il est attendu la mobilisation d'un grand nombre de lits d'hospitalisation et de réanimation qui devront atteindre la semaine prochaine 2004 lits dans les hôpitaux, comme c'était le cas durant les vagues de juillet et novembre 2020.

De son côté, le directeur de la santé d'Alger a fait état de la mobilisation de 1600 lits d'hospitalisation sur un total de 2001 lits, ainsi que 230 lits de réanimation.

Après avoir présenté la situation pandémique à travers le territoire national, le DG des établissements sanitaires au ministère de la santé, de la population et de

la réforme hospitalière, Ilyes Rehal, a fait état de 10 wilayas enregistrant une augmentation en nombre de contamination par ce virus dont la capitale qui a été renforcée par nombre de lits issus des hôpitaux de Blida, Tipasa, Boumerdès et Tizi Ouzou.

Plusieurs établissements hospitaliers ont présenté le nombre de lits qui devraient être mobilisés durant les jours à venir pour faire face à la situation outre leur besoins en oxygène et en respirateurs. A cette occasion, le même DG a donné de fermes instructions aux responsables des CHU pour transférer certaines activités d'urgences et spécialisées à

l'image du service cardiologie à l'établissement hospitalier de Blida et à l'EHS à Clairval (Alger).

Les activités de la neurochirurgie ont été transférées au CHU de Lamine Debaghine (Alger) et à l'EH spécialisé en traumatismes à Zemirli à El-Harrach en vue de libérer davantage de lits.

Il a souligné également l'impératif de désigner un chargé de communication au niveau de chaque établissement hospitalier afin de fournir à la presse des informations crédibles et justes.

Par ailleurs, le même responsable a donné un rendez-vous à ces dirigeants pour la semaine prochaine en vue d'évaluer l'application de toutes les procédures prises par le ministère dans l'objectif de renforcer les établissements hospitaliers par des lits afin de faire face à la situation pandémique enregistrant récemment une augmentation en nombre de contamination.

Pour rappel, le ministère de la Santé tiendra jeudi une conférence de presse sur l'évaluation de la campagne de vaccination et les voies de l'élargir à l'avenir à toutes les catégories pour interrompre la chaîne de contamination.

CONSTANTINE

Réception de plus de 12.000 doses de vaccin Sinovac

La wilaya de Constantine a réceptionné, mercredi, un quota supplémentaire de 12.120 doses de vaccin Sinovac destiné à la vaccination contre la Covid-19, a-t-on appris auprès du directeur local de la santé et de la population (DSP).

L'opération de vaccination avec ce nouveau quota de vaccin a été réservée, à partir de cette journée, aux étudiants de l'université Mentouri (Constantine-1) et les employés de l'antenne locale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), a indiqué à l'APS, Abdelhamid Bouchelouche, en marge des travaux de la seconde session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW), présidée par le wali, Ahmed Abdelhafid Saci.

Dans une deuxième phase, l'opération ciblera les employés de l'inspection du travail et de la station régionale

de l'Entreprise publique de la Télévision (EPTV), puis sera élargie à d'autres établissements d'enseignement supérieur considérés comme des endroits à forte fréquentation et regroupement aussi bien des étudiants que des travailleurs et enseignants, a affirmé, dans ce même contexte, le DSP lors de cette session consacrée notamment à la présentation d'un rapport détaillé sur la situation épidémiologique actuelle et à l'opération de vaccination à Constantine.

La réception de ce nouveau quota s'inscrit dans le cadre des mesures d'urgence prises par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière visant à lutter contre la propagation du coronavirus, selon la même source.

La distribution d'une partie de ce quota à travers les 38 centres de vaccination des différentes communes de la

wilaya sera entamée à partir de dimanche prochain, a encore fait savoir M. Bouchelouche. La situation épidémiologique est "très préoccupante" durant la période actuelle à l'échelle locale, a déclaré par ailleurs le DSP, faisant état de la nécessité de multiplier les actions de sensibilisation et d'information autour du danger de la Covid-19.

Il a également fait savoir qu'un programme de sensibilisation intensifié sera lancé nouvellement par le secteur de la santé, à travers les mosquées en étroite collaboration avec les services de la direction des affaires religieuses et des wakfs.

Il est à signaler que la wilaya de Constantine a reçu auparavant un premier quota de 10.600 doses Sinovac, dont 4.110 doses ont été jusqu'à présent administrées.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

RUSSIE

Nouveau record de décès quotidiens

La Russie a annoncé samedi avoir enregistré un nouveau record de décès quotidiens dus au coronavirus, le cinquième depuis le début du mois, le pays étant frappé de plein fouet par le variant Delta.

Sur les dernières 24 heures, 752 personnes sont décédées du Covid-19, dépassant le précédent record de 737 établi mardi.

Le pays a également enregistré 25.082 nouvelles contaminations. Depuis le début de la pandémie, plus de 5,7 millions de cas ont été recensés en Russie et 142.253 personnes sont mortes selon les chiffres du gouvernement.

La lutte contre la pandémie en Russie est rendue compliquée par une campagne de vaccination



et malgré les mesures de plus en plus injonctives

des autorités.

Moscou, ville la plus touchée du pays, a réintroduit ces dernières semaines des mesures de restrictions telles que le retour du télétravail obligatoire pour une partie des employés, la vaccination obligatoire des salariés du secteur des services ou encore la création d'un passe sanitaire pour aller au restaurant.

Un confinement général, comme au printemps 2020, n'est toutefois pas envisagé pour le moment.

CORÉE DU SUD

Les contaminations au plus haut pour le 3^e jour d'affilée

La Corée du Sud a fait état samedi de 1.378 nouvelles contaminations au coronavirus, un record pour le troisième jour d'affilée dans un pays qui s'apprête à imposer à Séoul les restrictions les plus draconiennes que la capitale ait connues depuis le début de la pandémie.

La Corée du Sud a longtemps été érigée en modèle de gestion de la pandémie, du fait de la discipline de la population qui a d'elle-même observé très scrupuleusement les consignes de distanciation sociale. Mais la vaccination

ne progresse qu'à un rythme très lent en raison d'une pénurie de doses.

Plus de 1.000 nouvelles contaminations ont été recensées à Séoul et ses environs, une zone où vit près de la moitié de la population nationale.

Des foyers d'infection ont récemment été découverts dans des écoles, des bureaux ou encore des centres commerciaux.

C'est parmi les personnes âgées de 20 à 40 ans, qui ne sont pour la plupart pas encore éligibles à la vaccination, que l'on trouve le plus de nouveaux cas,

selon les autorités sanitaires. Seuls 11% environ de la population sud-coréenne (52 millions d'habitants) est complètement vaccinée, d'après les autorités.

De nouvelles restrictions doivent entrer en vigueur lundi pour deux semaines.

Il sera interdit de se rassembler à plus de deux après 18H00 et les écoles seront fermées, de même que les bars et les discothèques.

Cafés et restaurants ne pourront opérer à pleine capacité et seule la vente à emporter sera autorisée après 22H00.

TUNISIE

Nouveau record de 189 décès en une journée

Le ministère tunisien de la Santé a fait état, vendredi, d'un nouveau record soit 189 décès dus à la COVID-19 au cours des dernières 24 heures.

Le ministère a également signalé 8.506 nouvelles infections par le nouveau coronavirus en une journée.

Ainsi, la Tunisie totalise 481.735 cas confirmés dont 16.050 décès depuis l'apparition de la pandémie, en mars 2020.

Actuellement, 4.345 patients, atteints de la COVID-19, sont toujours hospitalisés dont 643 en réanimation et 160 placés sous

respiration artificielle. Face à une nouvelle vague, plus dangereuse, de la propagation de la COVID-19 dans le pays, les forces armées tunisiennes seront appelées à sillonner les 24 provinces, en coordination avec le cadre médical et paramédical civil, dans le cadre de la

compagne de vaccination, selon une source auprès de la présidence de la République.

Par ailleurs, des hôpitaux mobiles de campagne seront installés dans toutes les régions en fonction de l'évolution de leur situation épidémiologique.

TURQUIE

59 décès en 24 heures

Au total, 59 décès supplémentaires liés à la Covid-19 ont été constatés en Turquie au cours des dernières 24 heures, a annoncé vendredi, le ministère turc de la Santé.

Par ailleurs, 5.670 nouveaux cas ont été enregistrés, sur 228.826 tests Covid-19 réalisés, selon la même source, citée par l'agence de presse, Anadolu. Le

ministère turc de la Santé a également fait état de 827.975 doses de vaccins administrées au cours de la même période.

En outre, 60,35 % de la population âgée de plus de 18 ans ont reçu leurs premières doses, tandis que 27,02 % de cette population ont été complètement vaccinées, portant à 57.019 923, le total

de doses administrées dans le pays à ce jour. Le ministre turc de la Santé, Fahrettin Koca, a assuré sur son compte Twitter que "le nombre de cas augmente dans les villes où le taux de vaccination est faible".

Il a appelé la population à l'occasion, "à lutter contre cette pandémie en se vaccinant".

FRANCE

Le variant Delta représente presque 50% des contaminations

Le variant Delta est en train de supplanter rapidement les autres souches du virus du Covid-19 en France, et représente déjà "pas loin de 50%" des contaminations, a déclaré vendredi le ministre de la Santé Olivier Véran.

"Le variant Delta, ce variant qui nous est venu initialement de l'Inde" avant de se développer dans d'autres zones comme le Royaume-Uni, "est apparu il y a quelques semaines dans

notre pays et il est 60% plus contagieux que les autres souches virales qui circulaient jusqu'ici", a rappelé le ministre, sur France Inter.

"Il est en train progressivement de remplacer toutes les autres souches du coronavirus qui existaient et il sera bientôt majoritaire, probablement ce weekend, dans notre pays", a ajouté le ministre, précisant que ce variant "n'était pas loin de 50%" des nouveaux cas de contamination

jeudi soir. C'est la diffusion de ce variant plus contagieux qui a fait repartir à la hausse l'épidémie dans le pays, a souligné Olivier Véran. "Il entraîne à nouveau une augmentation des contaminations en France", a-t-il dit, observant que "chaque semaine il y a environ 50% de contaminations de plus que dans la semaine précédente".

"Il se passe un phénomène assez proche de ce que l'on a connu l'été dernier : le

virus touche essentiellement des personnes jeunes, qui font peu de formes graves mais se contaminent", selon le ministre. Mais même avec ce variant, "le vaccin reste efficace contre les formes graves", a-t-il poursuivi.

"C'est le moment d'aller se faire vacciner", notamment pour tous ceux qui hésitent ou qui voulaient attendre encore avant de passer à l'acte, a encore dit Olivier Véran.

CUBA

Autorisation d'urgence accordée à un vaccin conçu localement

Le Centre de contrôle d'Etat des médicaments, des équipements et des dispositifs médicaux (CECMED) à Cuba a accordé vendredi une autorisation d'utilisation d'urgence à Abdala, l'un des cinq vaccins contre le nouveau coronavirus mis au point par des scientifiques cubains.

L'organisme de réglementation a déclaré dans un communiqué qu'il avait donné son feu vert "une fois qu'il a été confirmé que les exigences et les paramètres demandés en termes de qualité, de sécurité et d'efficacité étaient respectés".

D'après des scientifiques cubains, ce vaccin mis au point par le Centre d'ingénierie génétique et biotechnologie (CIGB) présente un taux d'efficacité de 92,28% en trois doses administrées à 14 jours d'intervalle.

Cette décision fait de l'Abdala le premier vaccin fabriqué en Amérique latine qui répond aux exigences d'une utilisation à grande échelle dans le pays et même à l'exportation.

Selon les dernières données du ministère cubain de la Santé, plus de 7 millions de doses de vaccins cubains ont été administrées et un peu plus de trois millions de Cubains ont reçu au moins une dose en tant que participants à des essais cliniques ou à des interventions d'urgence.

Vendredi, Cuba a connu ses pires chiffres depuis le début de l'épidémie il y a 16 mois, avec 6.422 nouveaux cas d'infection et 28 décès supplémentaires en 24 heures, portant le nombre de cas à 224.818 et le nombre de décès à 1.459.

UNION EUROPÉENNE

L'UE dispose de suffisamment de doses pour vacciner 70% de sa population adulte

L'Union européenne (UE) a atteint son objectif de disposer de suffisamment de doses pour vacciner 70% de sa population adulte, a annoncé samedi la présidente de la Commission Ursula von der Leyen.

La responsabilité d'administrer les doses revient aux gouvernements des 27 Etats-membres, et certains avancent plus vite que d'autres, mais selon Madame von der Leyen, citée par des médias, "l'UE a tenu sa promesse".

Le programme d'achat commun de vaccins de l'UE, géré par la Commission européenne, a fourni 330 millions de doses du vaccin BioNTech-Pfizer, 100 millions de l'AstraZeneca, 50 millions du Moderna et 20 millions du Johnson & Johnson.

Tous, à l'exception du Johnson & Johnson requièrent l'injection de deux doses pour atteindre une efficacité maximale.

L'UE compte quelque 366 millions d'adultes.

"Ce weekend, nous avons livré suffisamment de vaccins aux Etats membres pour vacciner complètement au moins 70% de la population adulte ce mois-ci.

D'ici demain, quelque 500 millions de doses auront été distribuées dans toutes les régions d'Europe", a déclaré la responsable.

"La Covid 19 n'est pas encore vaincue. Mais nous sommes prêts à continuer à fournir des vaccins - également contre de nouveaux variants.

Maintenant, les Etats membres doivent faire tout leur possible pour que la vaccination progresse.

Ce n'est qu'alors que nous serons tous en sécurité".

LOMBALGIE

9 RÉFLEXES POUR NE PAS AVOIR MAL AU DOS

Plus de 8 personnes sur 10 souffrent de lombalgie au cours de leur vie. Une fragilité due en grande partie à la sédentarité. A la différence des médicaments, certaines ressources soulagent plus efficacement et plus durablement. Zoom sur les réflexes à avoir pour arrêter d'avoir mal au dos.

La douleur, violente, située dans le bas du dos, survient brutalement après un faux mouvement, le port d'une charge, ou simplement de longues heures de sédentarité. Le premier réflexe consiste souvent rester au lit en attendant que ça passe ou à se traîner vers la pharmacie pour obtenir un antidouleur. Dans les deux cas, c'est une erreur. "Plusieurs études ont démontré que les médicaments sont peu efficaces pour soigner le lombago", confirme le Dr Laurent Grange, rhumatologue au CHU Grenoble-Alpes. Bien sûr, ils peuvent aider à passer le premier cap de la douleur aiguë, mais pas plus.

La Haute autorité de santé insiste sur le fait que l'activité physique constitue l'atout numéro 1 pour se remettre plus vite et éviter les récurrences. "Se forcer à se redresser et marcher un peu limite l'ankylose et l'inflammation", explique Marc Picard, kinésithérapeute et auteur de Bougez, faites confiance à votre dos. Il n'existe pas de solution miracle, efficace à 100 % pour tous les patients, mais une large panoplie de ressources qui ont fait leurs preuves.

MÉDECIN ET ACTIVITÉ PHYSIQUE : LE DUO INCONTOURNABLE

Le passage préalable par un médecin-généraliste et/ou spécialiste (rhumatologue, spécialiste de médecine physique et de réadaptation) est impératif. Seule son évaluation clinique peut écarter l'hypothèse d'un symptôme lié à une maladie. C'est aussi lui qui, au vu de vos antécédents médicaux et de votre contexte psychosocial (dépression, anxiété, problèmes sociaux, stress lié au travail, peurs et/ou croyances inadéquates, comportements douloureux inappropriés), peut évaluer le risque que le mal devienne chronique et prescrire la prise en charge adaptée. La combinaison repos/arrêt de travail + antalgique, encore trop fréquemment prescrite pour traiter des lombalgies communes, ne doit plus en faire partie. Si l'assurance maladie fait campagne en ce sens depuis deux ans, ce n'est pas juste pour préserver ses comptes.

Alexandra Rohen, cadre de rééducation à l'hôpital Cochin précise qu'ensuite, l'activité physique aérobie, c'est-à-dire pratiquée à un seul d'endurance auquel on commence à "brûler" des sucres (soit 30 minutes environ), "à également démontré, dans toutes les pathologies d'ailleurs, un effet global sur l'organisme". Elle permet en effet de réentraîner l'activité cardio-respiratoire. En activant la sécrétion d'endorphines dans le cerveau, elle améliore également l'état mental.



Les thérapies "passives" : pour soulager ponctuellement

A priori séduisants, les massages et autres manipulations peuvent apaiser dans un premier temps, mais n'apportent pas forcément de solutions à long terme. La HAS est catégorique : les thérapies dites passives, comme les massages ou la chiropraxie, qui consistent à manipuler le patient sans le remettre à l'exercice, "ne peuvent être utilisés isolément, car elles n'ont aucune efficacité sur l'évolution d'une lombalgie".

"Elles peuvent même contribuer à sa chronicité", prévient Éric Bouthier, kinésithérapeute, "car elles conditionnent à penser que le mal est forcément lié à une seule cause, nécessitant une intervention extérieure, au lieu d'apprendre au patient à agir lui-même."

Le massage : agréable sur le moment, il ne soulage que momentanément. « Peu de temps après, la douleur reviendra », assure Éric Bouthier. S'il peut intervenir en complément d'une séance de kinésithérapie active, en traitement adjuvant de la douleur, il n'y a aucune preuve que le massage ait des effets à long terme sur l'évolution du mal de dos. »

L'ostéopathe : environ 3 Français sur 5 s'en remettent à cette médecine complémentaire. Les ostéopathes proposent de traiter tous les troubles fonctionnels, et de rétablir l'équilibre global du corps par des manipulations qui visent à dénouer les tensions repérées dans les tissus entourant muscles et organes. Plus de 30 000 ostéopathes exercent en France. Formés par différents écoles, ils ne sont pas forcément professionnels de santé : en 2018,

seuls 39,6 % d'entre eux l'étaient. L'Inserm, qui a consacré à l'ostéopathie un rapport en 2012, pointait le trop faible nombre d'études comparatives fiables pour l'évaluer. Au mieux, certaines lui trouvent un intérêt modeste, et seulement quand elle s'ajoute à une prise en charge médicale classique.

La chiropraxie : le chiropracteur se revendique spécialiste du dos et traite les douleurs ostéo-articulaires par des manipulations vertébrales. La profession est reconnue depuis 2002, réglementée depuis 2011, mais l'intervention des chiropracteurs, formés par 5 années d'études standardisées (une seule école en France), n'est pas remboursée. « Ils ne sont ni médecins ni issus de professions paramédicales », prévient le Pr François Rannou rhumatologue à l'hôpital Cochin (Paris). Dans un rapport d'évaluation de 2011, l'Inserm relevait les limites des études existantes sur l'efficacité de la chiropraxie, jugée au mieux équivalente aux autres traitements alternatifs, dans les lombalgies et cervicales. Elle comporte en outre des risques, rares mais graves, d'accidents secondaires après des manipulations.

Le kinésithérapeute : un allié de la prise en charge

En cas de lombalgie chronique ou à risque de le devenir, le kinésithérapeute contribue à la prise en charge pluridisciplinaire nécessaire, avec le médecin rééducateur, le médecin de la douleur, celui du travail et le psychologue. C'est un professionnel de santé formé par 5 années d'études. Son intervention - remboursée si prescrite par un médecin - est résolument active. Il

ressure et guide le patient, en lui faisant prendre conscience des pensées ou gestes qui font obstacle à une bonne évolution de son affection. En outre, il le réentraîne au mouvement et à l'effort, par des exercices progressifs adaptés à chacun.

1-9 - S'APPROPRIER LES AUTUCES ANTIDOULEUR

"Tous les dispositifs chauffants sont antalgiques", rappelle le Dr Laurent Grange, rhumatologue. Appliquer une serviette chaude ou se plonger 30 minutes dans un bain tiède les muscles. Si la douleur subsiste, des appareils délivrant des courants basse fréquence et dont l'application libre des endorphines sont accessibles sans prescription. La mésothérapie (mini-injections locales d'anti-inflammatoires et de contractants) est aussi utile contre les contractures.

2-9 - NE PAS REDOUTER LA CEINTURE LOMBAIRE

Aussi appelée corset ou lombostat, elle peut aider à reprendre plus vite une activité sans crainte d'avoir mal, ce qui contribuera à relâcher la pression intra-articulaire et à diminuer les douleurs. "Elle peut aussi servir de ceinture de sécurité si l'on doit porter une charge, lors d'un démenagement par exemple, ou effectuer un long trajet en voiture", encourage le Dr Grange.

3-9 - SE MUSCLER EN FAISANT DU GAINAGE

Les muscles forment la ceinture lombaire naturelle du dos, rappelle le Dr Laurent Grange. D'où l'importance de renforcer entre autres les abdominaux. Comme son nom l'indique, le gainage concerne les muscles qui gainent la colonne, c'est-à-dire qui l'entourent et la protègent des faux mouvements. L'exercice le plus connu est sans doute celui de la "planche", qui consiste à appuyer les coudes et les avant-bras au sol pour soulever l'ensemble du corps et se retrouver en appui sur les oreilles, en maintenant le ventre rentré.

4-9 - FAIRE DES ÉTIREMENTS RÉGULIERS

C'est aussi important que la musculation. Le kiné conseille de faire des étirements au levé (se pencher en enroulant le dos, se relever lentement en levant les bras le plus haut possible, bouger 3-4 fois le bassin de gauche à droite. Cela décompressé et regonfle les disques intervertébraux. Essentiel, car ils ont tendance à se tasser sous l'effet de la pesanteur et de la position assise.

5-9 - PRATIQUER UN SPORT

Les recommandations ne se limitent plus à la randonnée pédestre (bonnes chaussures de rigueur) et à la natation sur le dos, pas forcément fofionnes pour tout le monde. Ski de fond, paddle et rameur sont réputés particulièrement bénéfiques, mais « tout est bon plutôt que de rester couché ou sédentaire », assure le Dr Laurent Grange. Tout mouvement améliore l'irrigation et donc l'apport en fluide et en nutriments des disques intervertébraux. Sans compter que l'activité contribue à lutter contre les surpoids, qui aggrave les maux de dos.

6-9 - CORRIGER SES POSTURES

C'est une autre façon de s'attaquer aux causes du mal, qui complète l'activité physique dans le but de prévenir les récurrences. Les gestes les plus connus : se baisser en pliant les genoux ; porter les charges le plus près possible du corps ; ne pas croiser les jambes quand on est assis, mais poser les deux pieds bien à plat sur le sol ; plier une jambe devant et tendre l'autre pour se brosser les dents.

7-9 - TRAITER SON STRESS

Indispensable, tant le mode de vie actuel, compétitif et rapide, participe à "l'épidémie" de lombalgies. La tension nerveuse se traduit en tension musculaire, qui retient elle-même le dos. La douleur physique est alors un signal d'alarme et tous les réflexes antistress sont bienvenus : acupuncture, auriculothérapie, muscles relaxants (cohérence cardiaque, méditation, sophrologie, etc.). Les gymnastiques asiatiques comme le qi gong peuvent faire coup double : elles assouplissent et calment en même temps.

8-9 - CHOUCOUTER SON MENTAL

Les professionnels savent bien qu'un mal de dos rebelle s'accompagne souvent d'un mal-être psychique. C'est le Dr Gilles Mondoloni, médecin ostéopathe et acupuncteur. C'est ce qu'on appelle une maladie psychosomatique. Quelques séances avec un psychopathe peuvent alors parfois le meilleur moyen de lutter contre le mal de dos.

9-9 - CHOISIR UN BON MATÉLAS

Toutes les personnes qui se sont retrouvées "coincées" du dos un beau matin comprennent l'importance d'un bon matelas. Plus on est léger, plus il doit offrir un minimum de souplesse pour épouser le creux des reins. Découvrez les conseils pour bien dormir sans avoir mal au dos

juillet 2021

Lombalgie chronique : le yoga serait un bon antidouleur

Le yoga pourrait soulager les douleurs des personnes qui souffrent de lombalgie chronique et réduire ainsi leur recours aux antidouleurs et aux opiacés. Le yoga et les thérapies manuelles sont des approches efficaces pour traiter la lombalgie chronique et les insomnies liées au mal de dos, selon un étude du Boston Medical Center (Etats-Unis). "La forte prévalence de problèmes de sommeil chez les adultes souffrant de douleurs lombaires chroniques peut avoir des effets néfastes sur la santé et le bien-être en général" a déclaré le Pr Eric Roosen, principal auteur de cette étude. "Or la combinaison de médicaments contre la douleur et de somnifères augmente le risque d'overdose. Cela souligne vraiment la nécessité de trouver des approches non pharmacologiques pour ces patients".

DES EFFETS APRÈS 6 À 12 SEMAINES DE PRATIQUE Dans des études précédentes, les chercheurs avaient déjà montré que la pratique du yoga pouvait réduire la courbure de la colonne vertébrale chez les personnes souffrant de scoliose. Ils avaient aussi découvert que la pratique du yoga pendant au moins 6 à 12 mois permettait de rétablir les capacités fonctionnelles des personnes souffrant de mal de dos. Pour cette étude, le Pr Roosen a suivi 320 adultes souffrant de lombalgie chronique, 90% d'entre eux souffraient également d'insomnies dues à la douleur. Ces patients ont ressenti des effets sur la diminution de la douleur au bout de 6 semaines de pratique du yoga. Ils ont également ressenti des effets positifs sur la qualité de leur sommeil après 12 semaines de pratique.

"Cette approche holistique contribue à réduire le recours aux médicaments, ainsi qu'à rendre les patients plus sûrs et plus à l'aise" insiste le médecin. Attention, avant de choisir de pratiquer le yoga comme traitement antidouleur, vérifiez que le programme suivi n'a pas de contre-indications contre le mal de dos et que le professeur connaît bien les risques inhérents à votre pathologie.

CE QUE PEUT FAIRE UNE CURE THERMALE

Les séjours en station thermale constituent une prise en charge adaptée pour soulager une lombalgie chronique et prévenir sa récurrence. Des médecins, des kinésithérapeutes et des curistes témoignent des bienfaits constatés.

La lombalgie est l'une des indications les plus fréquentes de la cure rhumatologique, précise le Dr Alain Francon, rhumatologue à Aix-les-Bains. Au stade chronique, une cure de trois semaines est appropriée. Quatre essais cliniques réalisés dans des centres thermaux français ont été publiés dans des revues internationales de référence. Ils comparant une cure de trois semaines à la poursuite d'un traitement classique. Résultat : une amélioration significative de la douleur à 3 et 6 mois, une reprise des activités et une réduction de la consommation médicamenteuse avec la cure.

LA CURE THERMALE DÉTEND LES MUSCLES DOULOUREUX Des douches, des applications de boue, des massages et de la réduction en piscine, associés aux effets physiques de la chaleur des bains, décontractent les muscles endoloris. Car les mouvements font moins mal et sont plus faciles à réaliser en immersion dans l'eau chaude.

La mobilisation des muscles et des articulations en piscine s'effectue sous la conduite d'un kinésithérapeute. Cela permet de réduire la raideur de la colonne vertébrale, de restaurer la mobilité et de gagner en amplitude articulaire.

LA CURE THERMALE RÉAPPREND À BOUGER Des prestations complémentaires de la cure, non prises en charge par la Sécurité sociale, sont parfois proposées. Aux Thermes Chevalley d'Aix-les-Bains (Savoie), le programme Lombalgie, apaiser son dos est personnalisé après un bilan avec la kinésithérapeute. Les cours de gymnastique et les ateliers santé sont adaptés en conséquence. "La lombalgie étant multifactorielle, je propose des exercices pour varier les efforts musculaires et les bonnes postures selon les possibilités physiques de chacun", précise Marianne Estève, kinésithérapeute aux Thermes nationaux d'Aix-les-Bains. "La douleur chronique enferme le patient. Nous lui permettons de réaliser que l'exercice ne fait pas mal et que, au contraire, il soulage."



LA CURE THERMALE PERMET DE RETROUVER SON AUTONOMIE

"Je conseille les curistes sur les gestes et les postures qu'ils peuvent choisir selon leur état de forme. Objectif : trouver un parade pour ne plus subir la lombalgie, explique Samuel Lagraulh, ergothérapeute, animateur d'un atelier pour utiliser son dos au quotidien. Celui-ci est proposé dans le programme Lombalgie, santé du dos aux Thermes Adour de Dax, dans les Landes. Le temps de repos de la cure favorise une rupture avec le milieu habituel. Il permet d'échapper aux contraintes gestuelles et posturales inappropriées de la vie quotidienne.

Encourage les curistes à lever leurs peurs et leurs a priori sur les attitudes à adopter. Je les incite notamment à trouver des compensations gestuelles en faisant le ménage, dans leur voiture... pour rester efficaces et autonomes malgré la lombalgie. Plus on réhabilite le mouvement, moins on se fait mal. La cure thermale est le lieu idéal pour prendre conscience que l'on peut changer son comportement. Cela permet à la fois de pérenniser les effets du traitement thermal et de limiter les récurrences."

LA CURE THERMALE PERMET DE REGAGNER DE LA SOUPLASSE

"Une curiste souffrait d'importants raiders lombaires dues à une arthrose ankylosante, relate Hryna Domier, médecin thermal à Jonzac. J'ai comparé ses examens cliniques d'entrée et de fin de cure. Lors du premier examen, la distance des doigts de la curiste penchée en avant, au sol, était de 50 cm. À la fin de la cure, elle touchait le sol et la mobilité de son rachis s'était améliorée. Elle a aussi diminué son traitement anti-inflammatoire."

3 CURISTES TÉMOIGNENT

Mireille Grac, 64 ans, lombalgie chronique due en partie à une scoliose ; malgré une rééducation depuis l'enfance, j'avais des crises de douleurs lombaires. Après ma cure aux Thermes Chevalley d'Aix-les-Bains, j'ai pu reproduire chez moi, grâce à des fiches détaillées remises lors des ateliers, les exercices adaptés à mon problème. Notamment les étirements du dos réalisés avec plus de facilité et de confort sur un ballon. Aujourd'hui, je gère mieux mes douleurs."

Alexandra le Bras, 40 ans, lombalgie chronique depuis 2 ans : je suis cuisinière de collectivité, debout 9 heures par jour, portant des charges lourdes. J'ai souffert de douleurs lombaires jusqu'à un point de non-retour. Grâce à l'écoute et aux conseils des équipes des Thermes Adour, à Dax, je dispose maintenant d'outils pour m'en sortir. J'ai aussi appris à compenser ma douleur grâce à des gestes et à des postures simples. Si je dois porter un plat, par exemple, je ne le mets plus au centre de la table, je le pose près de moi. J'ai acquis une connaissance de ma pathologie qui me préserve. Cela me donne de l'espoir pour reprendre mon travail. Ghislaine Rinaldi, 70 ans, lumbagos à répétition : après 4 cures rhumatologie complètes par un programme Lombalgie chronique aux Thermes de Jonzac, en Charente-Maritime, je vais beaucoup mieux. Je souffrais de lumbagos à répétition et des antidépresseurs car je ne dormais plus. Dès ma première cure, j'ai retrouvé une meilleure mobilité et ce, pendant plus de 6 mois. Aujourd'hui, je ne prends quasiment plus de médicaments.

LOMBALGIE : COMMENT L'EMPÊCHER DE DEVENIR CHRONIQUE

La lombalgie est le second motif de visite chez le médecin généraliste. La haute autorité de santé (HAS) publie ses recommandations pour une meilleure prise en charge des patients. Objectif : éviter que la lombalgie devienne chronique. Près de 9 Français sur 10 vont souffrir de lombalgie au cours de leur vie. Une pathologie qui recouvre en fait deux stades différents de la maladie : La lombalgie aiguë qui se résorbe en 4 à 6 semaines et concerne la très grande majorité des patients. La lombalgie chronique qui dure depuis plus de 3 mois. C'est pourquoi la Haute Autorité de Santé (HAS) publie une recommandation sur la prise en charge du patient présentant une lombalgie. L'objectif est de

guider les professionnels de santé dans les différentes étapes du diagnostic et du traitement afin de limiter le passage au stade chronique et permettre au patient de poursuivre son activité professionnelle. **LA PRISE EN CHARGE DE LA LOMBALGIE** La forme de lombalgie la plus fréquente est la lombalgie aiguë ; elle concerne 9 patients sur 10. Son traitement principal : une activité physique adaptée. "Elle permet une évolution favorable de la lombalgie et limite les récurrences" insiste la HAS. Le médecin doit donc encourager son patient à poursuivre ses activités de la vie quotidienne, y compris le travail, en prescrivant des antalgiques pour soulager la douleur.

Il est également recommandé au médecin traitant de revoir le patient 2 à 4 semaines après l'épisode initial si les symptômes persistent pour écarter un éventuel risque de passage à chronique. **SI LA LOMBALGIE EST DEVENUE CHRONIQUE** La lombalgie ne devient chronique que dans 3 à 6 % des cas. Mais une fois qu'elle est devenue chronique est à l'origine de nombreux arrêts de travail et peut conduire à une désinsertion professionnelle. Selon la HAS : "une lombalgie sur 5 entraîne un arrêt de travail et cette pathologie est devenue la première cause d'exclusion du travail avant 45 ans".

NIGERIA 7 étudiants et 2 enseignants relâchés après un mois de captivité

Sept étudiants et deux enseignants, enlevés début juin par des hommes armés qui avaient attaqué leur université dans le nord du Nigeria, ont été relâchés vendredi, a indiqué le porte-parole de leur établissement.

"Les otages ont été relâchés par leurs ravisseurs la nuit dernière en périphérie du village de Sabon Birni, près de Kaduna", a précisé ce porte-parole, Mahmud Aliyu Kwarbai.

"Ils ont passé la nuit dans la maison du chef de ce village et sont arrivés dans l'établissement ce matin".

Il a ajouté que les "sept étudiants et deux professeurs", ont "l'air en bonne santé, mais sont traumatisés, ce qui est inévitable après avoir passé un mois en captivité".

Des hommes armés avaient attaqué le soir du 10 juin l'Université polytechnique Nuhu Bamalli de Zaria, une localité située dans l'Etat de Kaduna.

Lors de cette attaque, ils avaient tiré sur deux étudiants, tuant l'un et blessant l'autre.

Selon une source proche des négociations "environ 10 millions de nairas (soit 20.000 euros) ont été versés aux ravisseurs pour qu'ils relâchent les otages".

Cette attaque est la dernière d'une série d'enlèvements d'écoliers ou d'étudiants ces derniers mois dans le centre et le nord-ouest du Nigeria, où depuis une décennie des bandes armées terrorisent les populations, pillant des villages, volant le bétail et pratiquant des rapt de masse contre rançon.

Plus de 1.000 élèves ont été enlevés depuis décembre dernier mais la grande majorité d'entre eux ont été libérés après le versement d'une rançon.

Lundi, plus de 100 lycéens ont été kidnappés dans l'Etat voisin de Kaduna par des hommes armés, qui ont demandé mercredi de la nourriture pour pouvoir les nourrir en attendant que la rançon leur soit versée.

Les gangs sont largement motivés par l'appât du gain, sans idéologie particulière, mais les observateurs craignent qu'ils ne soient infiltrés par des terroristes, qui mènent une violente insurrection dans le nord-est du pays depuis 12 ans.

MALI 7 Casques bleus blessés dans une explosion

Sept Casques bleus de l'ONU au Mali ont été blessés vendredi dans l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule dans le centre du pays, a annoncé la Mission de l'ONU au Mali (Minusma).

"Lors d'une patrouille, la Minusma déplore sept blessés suite à l'explosion d'un IED (engin explosif improvisé) ou d'une mine "à proximité de Diallo", dans la région de Mopti (centre), a-t-elle écrit sur Twitter.

La nationalité des blessés n'a pas été précisée.

"Le chef de la Minusma (El-Ghassim Wane) condamne fermement ces actes lâches qui ont pour but de perturber le déroulement de nos opérations", selon le texte.

Les engins explosifs improvisés sont une arme de prédilection des terroristes contre les forces maliennes, françaises et internationales. Ils tuent aussi de nombreux civils. Depuis 2012 et le déclenchement des attaques



terroristes dans le Nord, le Mali est plongé dans une tourmente multiforme qui a fait des milliers de morts, civils et combattants, malgré le soutien de la commu-

nauté internationale et l'intervention de forces de l'ONU, africaines et françaises.

La Minusma, déployée au Mali depuis 2013, est actuel-

lement la mission de paix des Nations unies la plus meurtrière au monde, avec quelque 150 tués dans des actes hostiles, selon les statistiques de l'ONU.

BURKINA FASO Un diplomate burkinabè nommé secrétaire exécutif du G5 Sahel

Le représentant permanent du Burkina Faso auprès des Nations unies, Eric Yemdaogo Tiaré, a été nommé nouveau secrétaire exécutif du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad), a annoncé vendredi le ministre burkinabè des Affaires étrangères Alpha Barry.

Succédant au Nigérien Maman Sidikou, "le nouveau secrétaire exécutif du G5 Sahel est le Burkinabè Eric Tiaré", a déclaré M. Barry.

M. Tiaré, 61 ans, a été désigné lors d'un sommet en visioconférence entre les présidents des pays du G5 Sahel, a-t-il précisé. Diplômé de formation, cet ancien ambassadeur en France (août 2013 - décembre 2015) était depuis 2015 le représentant permanent du Burkina Faso auprès des Nations unies. L'arrivée de ce "fin négociateur" à ce poste, sera "marquée par la recherche de financement de la force conjointe (antiterroriste lancée en 2017 par le G5

Sahel) qui reste une préoccupation des Etats membres", a commenté une source gouvernementale, citée par l'AFP.

Son prédécesseur Maman Sidikou est désormais le haut représentant de l'Union africaine au Mali et au Sahel (Misahel). Dans leur communiqué final, vendredi, les chefs d'Etat du G5 Sahel ont "salué l'important travail accompli" par M. Sidikou et "notamment le positionnement stratégique du G5 Sahel dans l'environnement régional et international".

La présidence tournante du G5 Sahel



reste quant à elle assurée par le Tchad, et ce malgré la mort du président Idriss Déby Itno en avril, remplacé à la tête du pays par son fils Mahamat Idriss Déby, qui signe le communiqué final de vendredi.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le PNUD s'engage à appuyer le gouvernement dans la consolidation de la paix

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) s'engage à appuyer le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) sur la voie d'un développement multidimensionnel, ont rapporté vendredi des médias locaux.

Selon le radio de l'ONU en RDC (Okapi), l'agence onusienne a présenté jeudi la vision de son programme quinquennal 2020-2024 au cours d'une conférence de presse à Kinshasa.

Laurent Rudasingwa, représentant résident adjoint PNUD a indiqué que ce programme de 5 ans s'articule autour de trois domaines d'intervention.

Le premier domaine c'est tout ce qui est consolidation de la paix et la gouvernance, le deuxième est lié au développement durable et protection de l'environnement et adaptation aux changements climatiques.

Le troisième domaine a trait à la stabilisation dans les zones

en conflit. Outre ces trois programmes, l'agence a une unité qui se charge des stratégies visant les transformations structurelles, explique-t-on. Ce programme

s'aligne sur le plan national de développement et le plan de coopération des Nations unies pour le développement durable.

Il a été validé par le Comité

exécutif du PNUD à New York. Il est connecté au Programme national des stratégies de développement de la RDC et se traduit en actions concrètes des plans

de développement provinciaux.

Son budget global est de 400 millions USD, en raison d'un budget annuel avoisinant les 130 millions USD, selon le média.

La loi sur la commission électorale présente un risque de "crise majeure", (Lucha)

Le mouvement citoyen Lucha a mis en garde jeudi contre le risque d'une "crise majeure" en République démocratique du Congo (RDC), après la promulgation d'une loi qui "consacre la politisation" de la stratégie commission électorale.

La loi sur la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a été promulguée par le président Félix Tshisekedi, selon une annonce faite en début de semaine par la télévision d'Etat.

M. Tshisekedi a déjà exprimé son intention de se représenter à la prochaine présidentielle, prévue fin 2023.

"Aujourd'hui l'avenir paraît incertain, les risques d'une crise majeure ne sont pas écartés" après "la promulgation d'une loi sur la Céni qui consacre la politisation de

cette institution d'appui à la démocratie", a déclaré Bienvenu Matumo, leader du mouvement Lucha (Lutte pour le changement) dans une conférence de presse.

En vertu de la nouvelle loi, le nombre de membres de la Céni est passé de treize à "quinze dont cinq désignés par la société civile, six par la majorité et quatre par l'opposition".

En RDC, les huit confessions religieuses (officiellement reconnues) désignent le président de la Céni.

Ce choix doit ensuite être entériné par l'Assemblée nationale, avant la nomination officielle par le chef de l'Etat.

Le choix d'un successeur au président sortant de la Céni, Corneille Nangaa, avait provoqué en 2020 de graves tensions, émail-

lées de violences qui ont fait au moins six morts.

En avril, les confessions religieuses avaient estimé que l'enjeu majeur de la nouvelle réforme était "la minimisation de l'influence politique sur la centrale électorale".

Pour les religieux, "il convient d'éviter à tout prix un bureau contrôlé par une famille politique".

Relancé depuis mars, avec l'appel à candidatures, le processus de nomination du nouveau président de la Céni et de son équipe n'a pas encore abouti.

Le mouvement Lucha a appelé à l'organisation "dans les délais d'élections libres, inclusives, crédibles et transparentes avec une Céni fortement dépolitisée".

PALESTINE

Le prisonnier palestinien, Abou Atwan, libéré après une grève de la faim

Le prisonnier palestinien, al-Ghadanfar Abou Atwan, détenu depuis près d'un an par les forces sionistes et en grève de la faim depuis plus de deux mois, a proclamé sa "victoire" vendredi après sa libération et son transfert dans un hôpital de Cisjordanie occupée.

Pâle et émacié, dans sa chambre à l'hôpital Istishari de Ramallah, le prisonnier, qui était détenu depuis octobre 2020 sans inculpation, s'est félicité de sa "victoire" contre la pratique controversée de la détention administrative par les forces de l'occupation sioniste.

"Toute personne en détention administrative devrait faire une grève de la faim", a affirmé l'homme de 28 ans, affirmant qu'il s'agissait d'un outil efficace contre une pratique "injuste".

La détention administrative, dénoncée par les défenseurs des droits humains, permet à l'entité sioniste de détenir des Palestiniens sans inculpation ni jugement pour des périodes pouvant aller

jusqu'à plusieurs mois, renouvelables indéfiniment sans justifications.

La ministre palestinienne de la Santé, Mai al-Kaila, a déclaré vendredi dans un communiqué avoir supervisé le transfert la veille de Ghadanfar Abu Atwan à l'hôpital Istishari, accusant l'entité sioniste de "grave négligence des droits du prisonnier palestinien".

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, ses médecins avaient rendu visite à M. Atwan alors qu'il était en prison.

Ils avaient qualifié son état de "critique" après 67 jours de grève de la faim, suscitant des inquiétudes quant à des "conséquences irréversibles sur sa santé".

M. Atwan a été félicité par plusieurs journaux



palestiniens, dont le journal Al Quds, qui a salué sa "victoire sur le géolier".

L'ancien prisonnier dit avoir "brisé l'occupation", une référence à l'occupation militaire israélienne de la Cisjordanie depuis 1967.

Lundi, al-Ghadanfar Abou Atwan, a adressé, dans une vidéo exclusive depuis l'hôpital Kaplan, ses vœux aux peu-

ple algérien à l'occasion de la célébration du 59e anniversaire de la fête de l'indépendance.

"En dépit de mon état d'affaiblissement et de mes difficultés à parler, j'adresse à mes frères Algériens, depuis ma prison dans un hôpital de l'entité sioniste, mes chaleureuses félicitations à l'occasion du 59e anniversaire de la fête de l'indépendance", a déclaré d'une voix très affaiblie.

"J'ai pour vous une grande estime et votre révolution est pour moi un exemple à suivre.

Du plus fond de mon cœur je vous salue tous.

Si je survis je continuerai à partager vos joies et si je tombe en martyr je dirai à vos martyrs que vous êtes restés fidèles au serment", a-t-il indiqué.

SYRIE

La Chine demande plus d'aide transfrontalière pour la Syrie et la fin des sanctions unilatérales

Le représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, Zhang Jun, a appelé vendredi à l'amélioration de l'acheminement de l'aide transfrontalière en Syrie et à la levée des sanctions unilatérales contre le pays.

Il a lancé cet appel après que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution visant à prolonger de 12 mois l'autorisation du mécanisme d'aide transfrontalière en Syrie.

La Chine salue le fait que le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution sur l'extension des livraisons humanitaires en Syrie.

Elle attache une grande importance à la situation humanitaire en Syrie et soutient la communauté internationale et les

agences de l'ONU dans l'intensification de l'aide humanitaire au peuple syrien conformément aux principes directeurs de l'ONU, a-t-il déclaré au Conseil de sécurité dans une explication du vote de son pays.

De l'avis de la Chine, a-t-il souligné, toutes les opérations humanitaires en Syrie doivent être fondées sur le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays.

"Le mécanisme transfrontalier est un dispositif spécial conçu dans des circonstances spécifiques.

Et en tant que tel, il doit être soumis à une évaluation en temps opportun et aux ajustements nécessaires quant à son efficacité et son applicabilité à la lumière de la situation sur le

terrain, en vue de la transition d'une livraison transfrontalière à une livraison trans-ligne", a poursuivi M. Zhang.

Il convient de rappeler que les sanctions unilatérales sont les principaux obstacles à l'amélioration de la situation humanitaire en Syrie, a-t-il indiqué.

Le secrétaire général de l'ONU, le haut-commissaire aux droits de l'homme et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont exprimé à plusieurs reprises leurs préoccupations concernant les conséquences humanitaires négatives des sanctions unilatérales et ont demandé la levée de ces mesures, a fait remarquer M. Zhang, notant qu'il y a un large consensus sur ce point au sein de la communauté internationale.

ESPAGNE

Sanchez remanie son gouvernement

Le Premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sanchez, a remanié samedi son gouvernement, affirmant que la priorité de la nouvelle équipe serait de "consolider la reprise économique et la création d'emplois" après la pandémie de Covid-19.

Ce remaniement n'affecte pas l'alliance entre le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de M. Sanchez et le petit parti de gauche radicale Podemos, qui conserve ses cinq portefeuilles, les changements concer-

nant uniquement certains des 17 portefeuilles détenus par des membres du PSOE ou des personnalités qui en sont proches.

Lors d'une brève allocution au palais de la Moncloa, siège du gouvernement, M. Sanchez a notamment annoncé le départ la ministre des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, remplacée par l'actuel ambassadeur d'Espagne à Paris, José Manuel Albares.

Il a précisé que la nouvelle équipe marquait à la fois "un re-

nouvellement générationnel", puisque la moyenne d'âge en est de 50 ans au lieu de 55 ans précédemment, et un accroissement de la présence des femmes, qui représenteront désormais près des deux tiers (63%) des 22 ministres, au lieu de 54% dans le précédent gouvernement.

"Cela va faire de nouveau de notre pays un référent en matière de parité hommes femmes", a commenté M. Sanchez.

La numéro deux du gouvernement sortant, la socialiste Carmen

Calvo, jusqu'alors première vice-présidente et ministre de la Présidence et des Relations avec le Parlement, quitte également l'exécutif.

Il s'agit du premier véritable remaniement effectué par M. Sanchez depuis l'investiture de son gouvernement en janvier 2020, si l'on excepte le remplacement cette année de deux ministres démissionnaires. Il intervient alors que le gouvernement a été très affaibli ces derniers mois par divers revers ou controverses.

BRÉSIL

Bolsonaro entretient le doute sur les élections de 2022

Le président brésilien Jair Bolsonaro a entretenu vendredi le doute sur la tenue de l'élection présidentielle en 2022, au cours de laquelle il espère être réélu, en affirmant qu'elle n'aurait pas lieu si le vote par bulletins papier n'était pas autorisé. Une affirmation qui a aussitôt suscité un flot de critiques depuis le Parlement ou le tribunal électoral.

"Je n'ai pas peur des élections. Je donnerai l'écharpe (présidentielle) à qui gagnera après un vote vérifiable et digne de confiance", a déclaré M. Bolsonaro devant ses partisans à Brasilia.

Le président brésilien fait pression pour que le Congrès autorise le vote par bulletins papier, en plus du vote électronique en vigueur depuis 1996. Avec le système électoral actuel, "nous courons le risque de ne pas avoir d'élections l'an prochain.

Votre avenir est en jeu", a-t-il déclaré, qualifiant au passage le président du tribunal supérieur électoral Luit Roberto Barroso d'"imbécile" pour son refus d'accéder à sa demande.

M. Bolsonaro avait déjà suscité la polémique jeudi en déclarant: "Ou nous faisons des élections propres au Brésil, ou il n'y aura pas d'élections".

M. Barroso, qui est également l'un des onze juges de la Cour suprême, avait qualifié vendredi de "lamentables" ces déclarations et avait averti que toute tentative d'empêcher la tenue du scrutin aux dates prévues violerait les "principes constitutionnels".

Le président du Congrès national, le sénateur Rodrigo Pacheco, avait affirmé de son côté que "tous ceux qui prétendent faire reculer l'Etat de droit démocratique au Brésil seraient désignés par le peuple brésilien et par l'histoire comme ennemis de la Nation". Jair Bolsonaro, a également affirmé, sans preuve, que des fraudes avaient entaché la réélection de la candidate de gauche Dilma Rousseff à la présidence en 2014 face au candidat de centre-droit Aécio Neves. M. Neves a lui-même rejeté ces allégations jeudi. "Je ne crois pas qu'il y ait eu des fraudes en 2014", avait-il déclaré. "Depuis l'instauration du vote électronique en 1996, jamais n'a été enregistré le moindre épisode de fraude", a affirmé de son côté M. Barroso.

COLOMBIE - HAÏTI

Dix-sept ex-militaires colombiens soupçonnés dans l'assassinat du président haïtien (police colombienne)

Au moins dix-sept anciens militaires colombiens sont soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat du président haïtien Jovenel Moïse mercredi ont annoncé vendredi les hauts-commandements colombiens de la police et de l'armée.

"Deux (...) qui ont péri dans l'opération de la police (haïtienne) et 15 Colombiens dont nous sommes en train de vérifier l'activité (...) auraient appartenu à l'armée nationale" et se sont désengagés entre 2018 et 2020, a déclaré le général Jorge Luis Vargas, le chef de la police colombienne, lors d'une conférence de presse à Bogota. Le président haïtien a été tué dans la nuit de mardi à mercredi par un commando de 28 individus : 26 Colombiens et deux Américains d'origine haïtienne, selon Port-au-Prince.

La police d'Haïti affirme que trois Colombiens sont morts pendant son opération. Au total, dix-sept personnes ont été arrêtées, quinze Colombiens et deux Américains.

Les autorités colombiennes n'ont pas divulgué d'informations sur le nombre d'années passées par les suspects dans l'armée ni les raisons pour lesquelles ils l'ont quittée. Selon le général Jorge Luis Vargas, deux Colombiens ont voyagé le 6 mai de Bogota à Panama, puis à Saint-Domingue, où ils sont restés quatre jours avant de prendre un vol pour Haïti. Les autres Colombiens sont arrivés en République dominicaine le 4 juin et à Port-au-Prince le 6 juin. Les autorités colombiennes ont également indiqué qu'elles disposaient d'informations sur quatre sociétés impliquées dans le crime, sans donner plus de détails sur leurs activités.

Parmi les Colombiens arrêtés figure Manuel Antonio Grosso Guarín, 40 ans, l'un des "soldats les mieux entraînés de l'armée colombienne", selon le quotidien El Tiempo.

Un autre homme, Francisco Eladio Uribe, fait également partie du commando. Selon une femme interviewée par la radio colombienne W Radio, qui s'est identifiée comme son ex-compagne, il a quitté l'armée en 2019 après 20 ans de service, avant d'être recruté par une société de sécurité pour "2.700 dollars par mois". Un peu plus tôt, le président colombien Ivan Duque a annoncé l'envoi d'une mission de renseignement en Haïti pour aider à faire la lumière sur cet assassinat. Taïwan a annoncé de son côté que 11 suspects recherchés dans l'enquête étaient entrés par effraction dans le périmètre de son ambassade à Port-au-Prince, avant d'être interpellés par la police haïtienne. L'assassinat du président haïtien, tué à son domicile, déstabilise encore davantage le pays le plus pauvre des Amériques, gangrené par l'insécurité. L'état de siège a été décrété dans le pays.



Les recommandations ayant sanctionné la manifestation "l'Algérie dans le cœur" qui a pris fin, jeudi, sous la supervision du Haut commissariat de l'Amazighité (HCA) ont préconisé de faire de cette rencontre une tradition annuelle périodique. Les participants ont appelé, en outre, à organiser ce rendez-vous parallèlement aux festivités commémorant la fête de

l'indépendance et de la jeunesse dans le but de renforcer la cohésion nationale et l'esprit nationaliste. Il a également été convenu d'organiser un concours national du chant amazigh sous la supervision du HCA et de la radio nationale, conformément à la convention signée entre les deux parties le 19 avril dernier. Les recommandations portent également sur la nécessité d'élargir les expériences

des forums de formation destinés aux journalistes amazighophones et ce, dans le cadre des efforts de la radio algérienne visant l'augmentation du volume horaire réservé à cette langue via les ondes.

Les participants ont également recommandé l'élaboration d'un glossaire et d'un dictionnaire pour la terminologie médiatique en

langue amazighe. Cette manifestation qui s'est étalée sur trois (03) jours, a vu l'organisation de plusieurs activités dont un séminaire placé sous le thème "Radiodiffusion sur et en tamazight: variété linguistique et unité nationale".

Dispositions constitutionnelles et pratiques médiatiques", animé par des universitaires et chercheurs issus de plusieurs univer-

sités et centres de recherche. Organisé par le HCA en coordination avec la Radio algérienne au niveau de la maison de la culture "Rachid Mimouni" et de la "bibliothèque centrale", cette manifestation a vu l'organisation d'une session de formation destinée aux journalistes de 26 radios nationales et locales exerçant en langue amazighe.

JOURNÉES NATIONALES DU THÉÂTRE ENGAGÉ À TISSEMSILT Atelier de formation sur l'interprétation et la scénographie

Un atelier de formation sur l'interprétation théâtrale et la scénographie a été entamé, vendredi au centre culturel de Bordj Bounaama (Tissemsilt), au profit de 30 jeunes adhérents à des associations culturelles locales.

Cet atelier, inscrit dans le cadre de la deuxième édition des journées nationales

de théâtre, comporte des cours théoriques et pratiques notamment sur l'improvisation et l'interprétation de la scénographie sur scène, encadrés par le réalisateur théâtral Mounir Boumerdes et la comédienne et spécialiste en scénographie Fatima Ourad.

Cette formation vise à perfectionnement et l'orientation des jeunes talents dans la

bonne voie dans l'interprétation des rôles et de la scénographie en théâtre, a indiqué Mounir Boumerdes.

Le programme de la manifestation nationale du théâtre engagé prévoit, vendredi à la deuxième journée, la représentation des pièces "El khich wal khiacha" de l'association "Qitar el fen" d'Oran, "Mission Bez-baza" de l'association "Ouchak el khachaba" (Amoureux du théâtre) de Sétif et "Joker" de l'association "Sada el founoun3 (Echo d'arts) de Tissemsilt. Cette manifestation

culturelle sera clôturée samedi par une cérémonie de remise de récompenses et des prix (prix d'or de l'Ouarsenis, prix en argent, prix en bronze, prix Soltane du meilleur comédien et comédienne et le prix du jury.

Cet événement culturel, organisé par l'association "Ouarsenis" de Bordj Bounaama en collaboration avec la direction de la culture de la wilaya de Tissemsilt, enregistre la participation de sept troupes des wilayas de Tiaret, Tissemsilt, Relizane, Médéa, Oran, Chlef et Sétif.

MILA Plus de 280 objets historiques culturels déposés au musée Cirta de Constantine

Les services de la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Mila ont déposé 284 objets historiques culturels au musée national Cirta de Constantine, a-t-on appris jeudi auprès de cette direction.

Le transfert de ces biens culturels, composés d'une collection de 283 pièces de monnaie en bronze datant de la période romaine et d'un pistolet de fabrication artisanale belge datant de 1884 a été menée mercredi, a précisé à l'APS, le chef du service du patrimoine culturel, Lazghad Chiaba.

Ces objets historiques culturels ont été récupérés par les services de la sûreté de wilaya, dans le cadre de leurs actions de protection du patrimoine culturel matériel et immatériel au cours de l'année 2021, et remis au service du patrimoine culturel en trois étapes, selon la même source. Il est indiqué que 195 pièces de monnaie ont été

remises durant la première étape, le pistolet belge durant la deuxième étape et 88 pièces de monnaie durant la troisième.

M. Chiaba a également salué les efforts des services de la sûreté de wilaya et autres corps de sécurité pour la protection du patrimoine, en coordination avec la direction de la culture qui prend en charge l'aspect technique et l'expertise des objets saisis. Avec ce transfert, la wilaya de Mila aura déposé au musée Cirta de Constantine un total de 11.077 biens culturels dont des pièces de monnaie, des fossiles, des ustensiles en terre cuite, des statues en bronze et en marbre et des bijoux. Le même cadre a expliqué, en outre, que le dépôt de ces biens au musée de Cirta par l'inexistence de musée à Mila, assurant qu'en cas de réalisation d'un musée local, ces biens seront récupérés pour y être déposés.

INDE - CINÉMA Décès à 98 ans de Dilip Kumar, "le roi de la tragédie" de Bollywood

Dilip Kumar, l'une des plus grandes stars de l'âge d'or du cinéma indien, est décédé mercredi à l'âge de 98 ans, une disparition qui a suscité une pluie d'hommages émus dans le monde culturel et politique indien. Avec Dev Anand et Raj Kapoor, Dilip Kumar fut un des trois monstres sacrés de l'âge d'or de Bollywood, jusqu'aux années 1960. Surnommé "le roi de la tragédie", il a tourné en plus d'un demi-siècle dans près de soixante films, jouant les premiers rôles dans certaines des productions indiennes les plus emblématiques de la période. Dilip Kumar, Mohammed Yusuf Khan, de son vrai nom, naquit le 11 décembre 1922 à Peshawar, une ville aujourd'hui située dans le nord du Pakistan, d'un père marchand de fruits, qui emmena dans les années 1930 sa famille à Bombay. Repéré par l'actrice Devika Rani qui lui permit de tourner en 1944 dans son premier film, "Jwar Bhata" il se lança par la suite dans le cinéma à l'insu de son père qui n'approuvait pas cette carrière. L'une de ses performances les plus célèbres reste



son rôle dans "Mughal-e-Azam", l'un des plus grands succès du cinéma indien sorti en 1960. Dans les années 1970, il tourne moins, mais il revient en 1981 avec "Kranti" (Révolution), un autre de ses succès. Le Premier ministre indien Narendra Modi a rendu hommage à "une légende cinématographique". "Il avait été doté d'un brio sans égal. Sa disparition est une perte pour notre monde culturel", a-t-il dit dans un tweet.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MÉDEA
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
SERVICE DES MARCHES

AVIS DE PRESELECTION

NIF 099826019002719

Projet : Etude et suivi pour la réalisation d'une polyclinique au niveau du site 3632 logements

AIN DJERDA commune de DRAA SMAR wilaya de MEDEA

Cité d'habitat intégrées programme 2021 -

Conformément l'article 48 aux du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, et délégation du service public.

La direction des équipements publics de la wilaya de Médéa informe les soumissionnaires ayant participé au concours national d'architecture restreint avec exigence de capacités minimales n° 11 /2021 paru sur les quotidiens nationaux : الجزائر en date du 07/06/2021 et DK NEWS en date du 07/06/2021 ; que les bureaux d'études suivants : GROUPEMENT BAY YAHIA CHILIA ET AZZOU LIELA CHEF DE FILE YAHIA BAY CHELIA . BOUHADA REDA . SAID MUSTAPHA . TERKMAN SOFIANE . CHABLAOUI HACHEMI . AMAR NEBAR . SNOUCI NASR EL DINE . RACHID BOULENOUAR . SETAM . MELLAH ABDEREZAK , sont présélectionnés pour l'offre technique, des prestations et de l'offre financière, et seront invités à déposer leurs offres dans un délai de 25 jours à partir de la première parution de cet avis.

La date et l'heure limite de dépôt des offres (technique, de prestations et financière), sera comptée à partir de la date de la publication par voie de presse des candidats présélectionnés dans les deux quotidiens nationaux ou le BOMOP avant 13 :30h

L'offre technique, l'offre de prestations et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées. Les trois enveloppes (Technique, Prestations et financière) sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

A Monsieur le Directeur des Equipements Publics De la Wilaya de Médéa
Concours National D'architecture Restreint Avec Exigence De Capacités Minimales N°11/2021

Projet : Etude et suivi pour la réalisation d'une polyclinique au niveau du site 3632 logements

AIN DJERDA commune de DRAA SMAR wilaya de MEDEA

Cité d'habitat intégrées programme 2021 -

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les bureaux d'études soumissionnaires, sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis fixée le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres ou le jour ouvrable qui le suit à 14h00 à la direction des équipements publics de la wilaya de Médéa.

INTERNET Trump annonce une plainte contre Facebook, Twitter, Google et leurs patrons

Évincé des grands réseaux sociaux depuis l'assaut meurtrier du Capitole, l'ex-président américain Donald Trump a annoncé mercredi qu'il lançait une plainte collective contre Facebook, Twitter, Google et leurs patrons, en les accusant d'être responsables d'une "censure illégale, inconstitutionnelle".



"Aujourd'hui, aux côtés de l'America First Policy Institute", une organisation qui promeut les politiques défendant "l'Amérique d'abord" de Donald Trump, "je dépose, en tant que principal représentant, une action collective majeure en justice contre les géants de la tech comprenant Facebook, Google et Twitter, ainsi que leurs patrons Mark Zuckerberg, Sundar Pichai et Jack Dorsey", a annoncé le milliardaire dans son club de golf de Bedminster, dans le New Jersey.

Ces trois patrons "mettent en œuvre une censure illégale, inconstitutionnelle", a-t-il affirmé lors d'un discours formel, derrière un podium où son nom était inscrit.

Les spectateurs ont applaudi son annonce.

"Nous demandons au tribunal fédéral du district sud de la Floride d'ordon-

ner l'arrêt immédiat de la censure illégale et honteuse de la part des groupes de réseaux sociaux visant les Américains", a-t-il expliqué.

"Nous exigeons (...) la fin du silence forcé".

"Il n'y a pas de meilleure preuve que la Big Tech est hors de contrôle que le fait qu'ils ont interdit le président des Etats-Unis en fonctions" sur leurs plateformes, a-t-il martelé.

"S'ils peuvent me le faire à moi, ils peuvent le faire à n'importe qui.

Et d'ailleurs c'est exactement ce qu'ils font", a-t-il affirmé en donnant la parole à des citoyens se disant aussi victimes d'interdictions.

"Nous sommes engagés dans un combat que nous allons gagner", a-t-il promis.

En juin, Facebook avait suspendu Donald Trump pour deux ans.

Le républicain avait déjà été exclu, temporairement, le 7 janvier dernier lorsqu'il était encore président pour avoir encouragé ses partisans lors de l'attaque du Capitole à Washington la veille, une décision sans précédent.

Le réseau social Twitter l'avait aussi évincé après l'assaut meurtrier du Capitole pendant la cérémonie de certification de la victoire de son rival Joe Biden, le 6 janvier.

Avant d'être banni, Donald Trump comptait près de 89 millions d'abonnés sur Twitter, 35 millions sur Facebook et 24 millions sur Instagram.

"Google et YouTube ont effacé d'innombrables vidéos qui osaient mettre en doute le jugement de l'Organisation mondiale de la santé" pendant la pandémie, a-t-il également expliqué mercredi.

ETATS UNIS - RUSSIE Cyberattaques venues de Russie : Biden demande à Poutine d'agir

Dans un appel téléphonique vendredi, le président américain Joe Biden a demandé à son homologue russe Vladimir Poutine d'agir contre les cyberattaques au "rançongiciel" venues de Russie, a annoncé la Maison Blanche.

Le président Biden a souligné l'importance que la Russie prenne des actes à l'encontre des groupes présents en Russie qui pratiquent les rançongiciels", a précisé l'exécutif américain dans un communiqué.

Le démocrate "a répété que les Etats-Unis prendraient toutes les mesures nécessaires pour défendre leurs habitants et leurs infrastructures essentielles face à ce défi persistant", d'après ce compte-rendu.

Les Etats-Unis ont été frappés par de nombreuses attaques au "rançongiciel" ou "ransomware", qui consistent à s'introduire dans les réseaux d'une entité pour crypter ses données, puis à réclamer une rançon, le plus souvent en bitcoins, en échange de la clé de déchiffrement.

Même si Moscou nie toute responsabilité, la plupart de ces tentatives d'extorsion ont été imputées à des groupes

de hackers russophones ou agissant depuis le territoire russe. Lors d'un sommet à Genève avec Vladimir Poutine à la mi-juin, Joe Biden avait affiché sa fermeté et promis de réagir en cas de nouvelles attaques menées depuis la Russie.

Il y a une semaine, des hackers se sont livrés à un nouvel assaut, particulièrement spectaculaire, contre la société informatique américaine Kaseya, qui ne remettra pas ses serveurs en marche avant dimanche.

Depuis, Joe Biden était pressé d'agir. La Maison Blanche semble toutefois vouloir éviter une confrontation trop directe. Sa porte-parole Jen Psaki a souligné vendredi "ne pas avoir de nouvelles informations suggérant que le gouvernement russe ait pu diriger ces attaques". Moscou "a pour responsabilité d'agir", a-t-elle toutefois ajouté, en écho au président.

Outre Kaseya, les pirates informatiques ont attaqué récemment le géant de la viande JBS, le gestionnaire d'oléoducs Colonial Pipeline, mais aussi des collectivités locales et des hôpitaux américains.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
DTP/ NIF : 40801500007086

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N°247/15 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Biskra informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre nationale ouvert avec exigence de capacité minimale N° 13/2021 du 06/06/2021 relatif aux projets :

1- ENTRETIEN COURANT :

- FOURNITURE DE VOIRIE :
- LOT01 : Achat Fourniture De Voirie
- Lot02 : Achat Gravier
- LOT03 : Achat Emulsion Acide Répand 65%
- LOT04 : Fourniture de la peinture signaryl/c transport à pied d'œuvre
- LOT05 : Fourniture des panneaux verticaux y/c transport à pied d'œuvre

• ACQUISITION DE MOYEN :

- LOT01 : Acquisition Rouleau Compacteur Diesel
- LOT02 : Acquisition Tronçonneuse A Chaîne Thermique

2- ENTRETIEN PERIODIQUE :

- TRAVAUX SUR OA :
- LOT01 : confortement de l'ouvrage d'art sur RN 46A au pk 76+550

Entretien de la signalisation routier et élimination des points noirs :

- Fourniture Et Mise En Œuvre De 602,1 Km De Signalisation Horizontale

SUR RN :

1. RN87 ENTRE PK 117+500 ET PK 154+500, RN 78 ENTRE PK 133+000 ET PK 142+000
2. RN 31 ENTRE PK 100+100 ET PK 153+700, RN 03 NORD ENTRE PK 255+700 ETPK 330+000
3. RN83 ENTRE PK 221+600 ET PK 328+600, RN 121 ENTRE PK 100+750 ET PK 152+750
4. RN46B ENTRE PK 0+000 ET PK 72+700, RN 46A ENTRE PK 56+200 ET PK 114+700
5. RN03 SUD ENTRE PK 330+000 ET PK 383+000, RN 46 ENTRE PK 194+000 ET PK 279+000

Dans le cadre de l'Opération : ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES EXERCICE 2021
1^{re} parution dans les journaux nationaux suivants : "SAOUI EL AHRAR" le 06/06/2021. Qu'à l'issue de l'analyse des offres en date du 30/06/2021 le marché est attribué provisoirement aux entreprises Comme Suite :

| Projet | Fournisseurs | Note Technique | NIF | Montant du marché "DA" | Délai | Critères de Choix |
|--|--|----------------|------------------|------------------------|----------|---|
| * Fourniture de voirie : LOT01 : Achat fourniture de voirie | Ets Benbaziz Faycel -Bejaia- | 60 | 198506440114630 | 5 552 400,00 | 04 JOURS | Offre la plus avantageuse économiquement et le moins disant |
| * Fourniture de voirie : LOT02 : Achat Gravier | Infructueux (aucun offre reçu) | | | | | |
| * Fourniture de voirie : LOT03 : Achat Emulsion Acide Répand 65% | Infructueux (insuffisance d'AP) | | | | | |
| LOT04 : Fourniture de la peinture signaryl y/c transport à pied d'œuvre | Ets Benbaziz Lakhdar -Bejaia- | 38 | 198218120079915 | 6 075 000,00 | 10 JOURS | Offre la plus avantageuse économiquement et le moins disant |
| LOT05 : Fourniture des panneaux verticaux y/c transport à pied d'œuvre | Flash Route -Constantine- | 64 | 0001250066417464 | 4 664 395,00 | 60 JOURS | |
| ACQUISITION DE MOYENS : LOT01 : Acquisition Rouleau Compacteur Diesel | Ets Benbaziz Lakhdar -Bejaia- | 50 | 198218120079915 | 2 230 000,00 | 03 JOURS | Offre la plus avantageuse économiquement et le moins disant |
| ACQUISITION DE MOYENS : LOT02 : Acquisition Tronçonneuse A Chaîne Thermique | Ets Benbaziz Lakhdar -Bejaia- | 43.33 | 198218120079915 | 660 000,00 | 03 JOURS | |
| TRAVAUX SUR OA : LOT01 : confortement de l'ouvrage d'art sur RN 46A au pk 76+550 | Sero-Est -Batna- | 78 | 98005010020652 | 99 412 600,00 | 10 MOIS | |
| -Fourniture Et Mise En œuvre de 602,1 Km De Signalisation Horizontale sur RN (87-31-83-46B-03-121-78-46A-46) | Amrani Islam Moussa -Tizi ouzou- | 65 | 198315010315737 | 37 102 474,50 | 04 MOIS | |

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°247/15 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commissions de wilaya des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la 1ère parution de cet avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP.

Tous soumissionnaire souhaite prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de son candidature, offre technique et financière est tenu de se rapprocher des services de la direction des travaux.

DK NEWS Anep : 2116012560 du 11/07/2021

LIGUE 1 - WA TLEMCEN

25 points perdus à domicile, le spectre de la relégation refait surface

En s'inclinant à domicile face au RC Relizane (1-0), lors de la précédente journée du championnat de Ligue 1 de football, le WA Tlemcen a porté à 25 le nombre de points perdus dans son stade, compliquant sérieusement sa mission dans la bataille du maintien.

Il s'agit aussi de la deuxième défaite de rang des "Zianides" après celle concédée à Alger face au MCA, ce qui lui a valu de reculer à la 17^e place pour devenir premier potentiel relégable.

Une situation qui remet le WAT à la case départ après avoir réussi pourtant un réveil sensible en enchaînant trois victoires de rang qui lui avaient permis de quitter la zone rouge.

"Nous étions dans un jour sans face au RCR. Nous sommes handicapés par les nombreuses absences enregistrées dans notre effectif, mais il faut dire aussi que le fait de jouer tous les trois jours nous a enfoncés, car nous n'avons pas l'effectif nécessaire pour faire face à une telle programmation pour le moins infernale", a déclaré l'entraîneur-adjoint Yadel Jawad à l'issue du match face au RCR qui a vu les

siens encaisser un but fatal dans les derniers instants de la partie.

Les "Zianides", qui ont retrouvé l'élite cette saison après sept années passées dans les divisions inférieures, ont raté une belle opportunité pour conforter leurs chances dans la course au maintien en perdant face à un concurrent direct dans cette bataille. Ils sont désormais devancés de deux points par leur adversaire du jour. Et même si les protégés de l'entraîneur Abdelkader Amrani, troisième coach à présider aux destinées techniques du WAT cette saison, comptent encore un match en moins, leur mission pour se sauver de la relégation s'est compliquée davantage, a encore estimé Yadel.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, les gars de Tlemcen ne sont pas favorisés par le



calendrier qui leur réserve deux matchs difficiles lors des deux prochaines journées sur le ter-

rain du Paradou AC, qui n'a pas encore assuré son maintien, et à domicile contre le CR Belouiza-

dad, le champion sortant qui est toujours en course pour préserver son titre.

La Hongrie sanctionnée pour le comportement "discriminatoire" de ses supporters

La Fédération hongroise de football a été sanctionnée de trois matches à huis clos (dont un en sursis) et d'une amende de 100.000 euros pour le "comportement discriminatoire de ses supporters" lors des trois matches disputés par sa sélection à l'Euro, a annoncé vendredi l'UEFA.

Des cris racistes à l'encontre de joueurs noirs de l'équipe de France avaient notamment été lancés depuis la tribune où se trouvaient les ultras hongrois à Budapest, le 19 juin.

L'UEFA a également enquêté sur des banderoles ou pancartes homophobes brandies par des supporters durant les autres rencontres du premier tour contre le Portugal et l'Allemagne.

Le 20 juin, l'instance de gouvernance du football européen avait nommé "un inspecteur éthique et disciplinaire" pour enquêter sur "de potentiels incidents discriminatoires dans la Puskas Arena de Budapest".

L'enquête avait été élargie après des présumés chants et pancartes homophobes lors d'Allemagne-Hongrie joué le 23 juin à Munich.

Vendredi, l'instance de contrôle, d'éthique et de discipline a ordonné à la Fédération hongroise de "jouer à huis clos ses trois prochains matches de compétition UEFA à domicile, le troisième étant assorti d'une période probatoire de deux ans à partir de la date de la décision", a annoncé l'instance basée à Nyon.

Cette sanction ne s'appliquera pas pour les matches de qualification au Mondial-2022, organisés par la Fifa et non l'UEFA, est-il précisé.

En plus d'une amende de 100.000 euros, la Fédération hongroise devra "afficher une banderole avec l'expression "iEqualGame", avec le logo de l'UEFA dessus", lors des rencontres visées par le huis clos, précise le communiqué.

La campagne "Equal Game" a été mise en place depuis quatre saisons pour lutter contre les discriminations en tout genre.

Durant le premier tour de l'Euro, l'UEFA avait été critiquée pour avoir refusé aux autorités de Munich (Allemagne) d'illuminer l'Allianz-Arena aux couleurs arc-en-ciel symboles de la communauté LGBT et de la tolérance, pour protester contre une loi hongroise jugée homophobe à l'occasion du match Allemagne-Hongrie.

L'UEFA avait invoqué une obligation de neutralité politique tout en assurant de son "engagement ferme" contre l'homophobie.

COPA AMERICA

La Colombie le Pérou 3-2 et remporte le match pour la troisième place



La Colombie a remporté le match pour la troisième place de la Copa

le score pour les Péruviens juste avant la pause, à la suite d'une ma-

America en battant le Pérou 3-2, grâce à un doublé de Luis Diaz, qui a donné la victoire à son équipe dans les arrêts de jeu, vendredi, à Brasilia.

Yotun avait pourtant ouvert

gnifique action collective. Cuadrado a égalisé en début de seconde mi-temps, avant de donner une passe décisive pour le premier but des deux buts de Luis Diaz.

Finalistes malheureux de la dernière édition face au Brésil, le Pérou s'est rebellé à dix minutes du terme, avec un but de la tête de Lapadula, mais Diaz a épargné aux Colombiens une hasardeuse séance de tirs aux buts en marquant en toute fin de match d'une superbe frappe enroulée, après un super-deux avec Muriel.

Avec ce doublé, Diaz, ailier de 24 ans qui évolue au FC Porto, s'est hissé en tête du classement des buteurs de cette Copa America, avec quatre réalisations, à égalité avec l'Argentin Lionel Messi. La grande finale entre le Brésil et l'Argentine aura lieu samedi soir (00h00 GMT dimanche) au mythique stade Maracana, qu'il sera exceptionnellement autorisé à recevoir du public, avec une jauge de 10%. Les buts de la rencontre ont été inscrits pour la Colombie: Cuadrado (49^e) et Diaz (66^e, 90+4). Ceux du Pérou ont été signés par Yotun (45^e) et Lapadula (82^e).

CANADA

Alphonso Davies blessé et forfait pour la Gold Cup

Le latéral gauche canadien Alphonso Davies s'est blessé à une cheville à l'entraînement vendredi et sera forfait pour la Gold Cup qui débute samedi aux Etats-Unis, a annoncé la fédération canadienne dans un communiqué.

Le joueur du Bayern Munich est retourné en Allemagne se faire soi-

gnier, précise le texte. Le Canada doit commencer la Gold Cup contre la Martinique, dimanche à Kansas City.

Davies, âgé de 20 ans, a marqué 9 buts en 23 sélections, depuis ses débuts en 2017. La Gold Cup est l'équivalent de l'Euro pour la CONCACAF (Confédération d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes).

PORTUGAL

Le président du Benfica, en garde à vue, quitte provisoirement ses fonctions

Deux jours après son placement en garde à vue pour des soupçons d'escroquerie, le président du Benfica Lisbonne, Luis Filipe Vieira, a quitté provisoirement ses fonctions vendredi. "Face aux événements des derniers jours (...) je suspends avec effet immédiat mes fonctions en tant que président de Benfica", a-t-il indiqué dans un message lu par son avocat, Manuel Magalhaes e Silva. M. Vieira, 72 ans, a été arrêté mercredi et placé en garde à vue pour être entendu par un juge

d'instruction du tribunal de Lisbonne. Au cours de l'opération baptisée "Carton rouge", les autorités avaient mené une quarantaine de perquisitions dans les régions de Lisbonne et Braga (nord), dans le cadre d'une enquête portant sur des soupçons d'abus de confiance, escroquerie aggravée, falsification, fraude fiscale et blanchiment d'argent, a alors informé le Ministère public. En cause, "des affaires et des opérations de financement d'un montant total supérieur à

100 millions d'euros qui peuvent avoir provoqué des pertes élevées pour l'Etat et plusieurs sociétés", a précisé le parquet. En plus du président du Benfica, l'enquête a débouché sur l'arrestation de trois autres suspects: le fils aîné de M. Vieira, un homme d'affaires qui aussi est le premier actionnaire individuel de la société anonyme sportive du Benfica et un avocat qui agissait comme intermédiaire dans le transfert de joueurs. Selon plusieurs médias locaux citant des éléments du dos-

sier, Luis Filipe Vieira aurait lésé le club, l'Etat portugais et la banque Novo Banco, auprès de laquelle il avait réalisé d'importants emprunts. "Il est convaincu de son innocence", a affirmé son avocat. Luis Filipe Vieira dirige le Benfica depuis 2003 et sa présidence a été émaillée ces dernières années par plusieurs affaires judiciaires, le visant directement ou l'impliquant indirectement, autour de faits de blanchiment d'argent, fraude fiscale, corruption et trafic d'influence.

Griezmann contacté par Man City ?

Selon les informations de Foot Mercato, l'entraîneur des Citizens, Josep Guardiola, a contacté récemment l'attaquant français. Celui-ci pourrait être une alternative pour le champion d'Angleterre en cas d'échec dans le dossier Harry Kane. Pour le moment, Manchester City ne parvient pas à s'entendre avec Tottenham, qui a refusé une offre estimée à 116 millions d'euros. L'attaquant anglais, qui va disputer la finale de l'Euro dimanche, espère lui toujours rejoindre les Skyblues.



MAN UNITED PROCHE D'UN ACCORD POUR VARANE ?

Les dirigeants de Manchester United sont toujours en négociations avec le Real Madrid pour le transfert de Raphaël Varane. En attendant, le joueur a donné son accord pour rejoindre le club anglais. Selon des informations de Sport, Raphaël Varane aurait donné son accord pour rejoindre Manchester United. L'international français qui veut quitter le Real Madrid où il évolue depuis dix ans, aurait même écarté les propositions du PSG pour pouvoir se concentrer sur une éventuelle arrivée chez les Red Devils. Pendant ce temps, ces derniers tentent de trouver un accord avec le club espagnol sur le montant du transfert.

Le Real Madrid reste ferme sur son prix. Et cela en dépit du fait qu'il reste un an de contrat à Raphaël Varane qui pourrait donc partir gratuitement dans un an. Le club espagnol réclame 65 millions d'euros pour laisser filer l'international français. Selon le journaliste espagnol, Jorge Calabres, les positions se rapprochent : « MUFC est actuellement à 12 millions de livres (14 M€) du prix demandé, mais la confirmation de Ramos par le PSG devrait aider les négociations entre United et Madrid à avancer », a-t-il déclaré sur Twitter. « Le Real a besoin de l'argent et ne veut pas perdre le joueur gratuitement. Varane veut partir. Il est temps de faire avancer les choses. » a-t-il ajouté.

CEBALLOS : «JE VEUX TRIOMPHER À MADRID»

Après deux prêts consécutifs à Arsenal, Dani Ceballos est de retour au Real Madrid cet été. Cette fois, avec la ferme intention de s'y imposer.

Malgré deux prêts consécutifs à Arsenal, Dani Ceballos est de retour au Real Madrid cet été. Une fois de plus, constamment dans l'incertitude par rapport à son avenir personnel, le milieu de terrain espagnol est lassé de cette situation. Désormais âgé de 24 ans, il est temps pour lui d'être définitivement fixé, et il fait de Madrid sa priorité.

En effet, le départ de Zinédine Zidane, remplacé par Carlo Ancelotti sur le banc de la Maison Blanche a redistribué certaines cartes. Résultat des courses, Dani Ceballos se félicite de ce retour dans la capitale espagnole, où il entend faire ses preuves. "Depuis mon départ, beaucoup de choses ont changé. Je suis bien mieux préparé, bien plus mature, et j'ai beaucoup d'ambition pour le montrer. Je veux triompher à Madrid", a prévenu le milieu de terrain offensif, particulièrement ambitieux, dans les colonnes d'AS.

"Maintenant, j'ai deux ans de contrat devant moi. Il faut que je parle au coach Ancelotti et, en fonction de la discussion, je déciderai de mon avenir", a ensuite déclaré celui qui se prépare actuellement à disputer les Jeux Olympiques avec l'Espagne, avant de retrouver ses partenaires madrilènes et d'être fixé pour son avenir.

Fin mai, Dani Ceballos avait été on ne peut plus clair, où Madrid lui offre un temps de jeu conséquent, ou il lui permet d'être vendu. En d'autres mots, plus le temps pour les prêts intempestifs. "Je ne voudrais pas repartir en prêt dans un autre club. Avec l'expérience des deux dernières années, je suis un joueur qui a besoin de se sentir important, j'aimerais commencer dès le début l'année prochaine et me sentir important, mais en m'installant (...) mes attentes sont claires : m'installer dans un club, me sentir important et profiter du football", avait-il martelé. Le départ de Zinédine Zidane sera-t-il une aubaine pour lui ? Réponse dans les prochaines semaines...!



LE MILAN AC CONSERVE SANDRO TONALI

Sandro Tonali reste au Milan AC. Officiel : Le Milan AC conserve Sandro Tonali. Arrivé la saison passée en provenance de Brescia, le milieu de terrain prometteur Sandro Tonali ne retournera pas dans son club formateur. En effet, ce jeudi, la direction du Milan AC a levé l'option d'achat du jeune milieu de terrain italien qui serait estimé à 10 millions d'euros, bonus compris. Agé de 24 ans, l'international transalpin (4 sélections) a paraphé un contrat de cinq saisons, soit jusqu'en juin 2026. Pour rappel, le Milan s'était déjà attaché ses services en échange de 10 millions d'euros pour son prêt. Il a disputé 37 matches toutes compétitions confondues, dont 25 rencontres de Serie A.

Son Heung-min bientôt prolongé à Tottenham

Fabio Paratici, le directeur général de Tottenham, a fait de la prolongation de contrat de Son Heung-min, l'une de ses priorités des semaines à venir.

Le nouvel homme fort des Spurs, Fabio Paratici, a fait de la prolongation de contrat à long terme de Son Heung-min l'une de ses priorités du mercato estival 2021 rapporte la BBC. Le joueur aurait reçu une proposition qui serait à l'étude mais Tottenham laisse entendre que les négociations vont dans le bon sens et qu'une officialisation de la chose pourrait intervenir très bientôt. Le capitaine sud-coréen a connu sa meilleure saison de buts en Premier League la saison dernière, accumulant 17 buts alors que les Spurs ont terminé septièmes. Ses performances ont attiré les convoitises et des clubs comme Manchester City, Liverpool et même le Bayern Munich et le Real Madrid ont songé à recruter le buteur de Tottenham.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

UNION AFRICAINE - ALGÉRIE

Moussa Faki se félicite de la nomination de Ramtane Lamamra comme ministre des Affaires étrangères

Le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, s'est félicité de la nomination de Ramtane Lamamra, comme ministre des Affaires étrangères suite à la formation du nouveau gouvernement, a indiqué l'UA dans un communiqué.

En souhaitant pleins succès à M. Ramtane Lamamra, Haut Représentant de l'UA pour faire taire les armes, "le Président de la Commission de l'Union africaine lui renouvelle tout son soutien et sa disponibilité à œuvrer avec lui pour la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063", a soutenu l'UA dans le texte, suite à la nomination de M. Lamamra comme ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger.

M. Ramtane Lamamra a pris, jeudi à Alger, ses nouvelles fonctions en remplacement de Sabri Boukadoum. Dans son allocution lors de la



cérémonie de passation de fonctions, M. Lamamra a adressé ses remerciements au président de la Répu-

blique, Abdelmadjid Tebboune pour "la grande confiance" placée en sa personne et dont il espère être à

la hauteur, en œuvrant à concrétiser efficacement les 54 engagements pris par le président de la République au titre de son programme électoral.

M. Lamamra a souligné, dans ce contexte, que la diplomatie algérienne "est le fruit de la déclaration historique du 1er novembre", saluant sa précieuse contribution au recouvrement de la souveraineté nationale et de l'indépendance, en sus de sa contribution à l'édification d'un Etat algérien fort et influent sur les scènes, régionale et internationale et d'un Etat démocratique".

ALGÉRIE-DIPLOMATIE La nouvelle appellation du MAE, "une orientation stratégique" du Président Tebboune (Lamamra)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a affirmé que la décision du Président Tebboune de modifier l'appellation du MAE en rajoutant "communauté nationale à l'étranger" n'était pas "un changement dans la forme", mais constitue une "orientation stratégique" en soi, considérant que la communauté nationale établie à l'étranger demeure une partie intégrante de la mère patrie.

Dans son allocution lors de la cérémonie de passation des pouvoirs à la tête de la diplomatie algérienne, M. Lamamra a expliqué que "le Président de la République veillait au changement de l'appellation officielle du ministère des Affaires étrangères, en rajoutant l'élément de la Communauté nationale à l'étranger, ce qui n'est pas un changement dans la forme, mais constitue une orientation stratégique en soi".

"La communauté nationale établie à l'étranger est une partie intégrante de la Nation algérienne", a-t-il soutenu. Et de poursuivre: "Je me suis engagé, il y a 45 ans, dans ma mission diplomatique au département consulaire, je suis pleinement conscient de l'importance de la communauté algérienne à l'exil (...) et de l'impératif de raffermir les liens avec la mère patrie".

Le ministre s'est dit également conscient de l'importance de "faire de la communauté, à titre individuel et collectif, des ambassadeurs de l'Algérie, défenseurs de son image et de ses intérêts, eux qui jouissent de tous les droits et devoirs de la citoyenneté".

"Je suis d'autant plus fier que cette mission se soit concrétisée par la nouvelle appellation du MAE", s'est-il félicité, ajoutant qu'"outre l'excellent travail accompli par les consulats et les ambassadeurs algériens de par le monde, je crois qu'il est temps de traduire cette politique stratégique engagée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune par le changement de l'appellation de ce ministère souverain, et ce à travers la création de nouvelles méthodes d'interaction, pour que chaque citoyen puisse assumer sa responsabilité de citoyenneté, avec l'appui de l'Etat algérien et des représentations diplomatiques et consulaires".

"Nous comptons œuvrer de concert avec la communauté et ses représentants dont les membres élus de l'APN et les acteurs du mouvement associatif de la diaspora qui ont toujours collaboré avec l'Etat algérien, les ambassadeurs et les consulats", a fait savoir le chef de la diplomatie algérienne. "Nous allons créer de nouvelles méthodes pour concrétiser cette vision politique stratégique, consistant en cette nouvelle dimension que le Président de la République souhaite cristalliser dans ce gouvernement, en donnant cette appellation à notre ministère". A rappeler que M. Lamamra avait pris ses fonctions à la tête du ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger en remplacement de Sabri Boukadoum.

VÉHICULES ÉLECTRIQUES

45% des automobilistes algériens prêts à acquérir des voitures électriques (étude)

Une étude de marché réalisée à l'échelle nationale par l'Entreprise de distribution des produits pétroliers Naftal a révélé que 45% des automobilistes algériens veulent acquérir un véhicule électrique.

Cette étude est assez représentative et fait état que 78% des automobilistes algériens interrogés dans le cadre de cette étude connaissent ce qui est un véhicule électrique", a indiqué à l'APS un responsable de l'entreprise. "Au moment où 66% des automobilistes interrogés sont prêts à utiliser, immédiatement ou à court terme, un véhicule électrique, 45% d'entre eux veulent acquérir un véhicule électrique alors que 24% restent indécis", selon le premier conseiller du PDG de Naftal, Adel Bentoumi, se référant aux résultats de l'étude.

Évoquant les quatre freins ou obstacles devant l'émergence des véhicules électriques, soulevés par les automobilistes indécis, il a cité l'absence d'expérience dans l'entretien et la réparation de ce type de véhicules (31%), suivie par l'absence des bornes de recharge rapide (30%), le prix des véhicules électriques comparé aux véhicules thermiques (22%) et enfin la crainte d'absence de pièces de rechange (18%).

De l'avis du président du secrétariat des comités en charges des activités de construction et des concessionnaires de véhicules neufs, Mohamed Djebili, les véhicules électriques se sont imposés à travers le monde comme de nouveaux moyens de locomotion, et l'Algérie doit suivre cette avancée technologique et cette nouvelle tendance. C'est ce qui explique, selon lui,



que le ministère de l'Industrie ait, lors de la préparation du cahier des charges, jugé important d'obliger les concessionnaires à importer des véhicules électriques, au moins pour que ce type de véhicule pénètre le marché algérien. M. Djebili a précisé que pour ne pas pénaliser les concessionnaires en les obligeant à importer des véhicules électriques qu'ils pourraient ne pas pouvoir vendre sur le marché, le ministère a modifié le décret exécutif 21-175 modifiant le décret 20-227 concernant l'activité de concessionnaire de véhicules neufs de telle sorte que "le concessionnaire est tenu de répondre à toute demande d'acquisition d'un véhicule électrique à hauteur de 15% de ses importations globales annuelles".

Au-delà de ce taux, il est libre d'honorer la commande ou pas, a-t-il ajouté. D'autre part, M. Djebili a souligné que si un constructeur décide de s'installer en Algérie, il pourra tout aussi bien fabriquer des véhicules thermiques qu'électriques, estimant, au passage, que les constructeurs

ont tout intérêt à inclure dans leur gamme fabriquée localement des véhicules électriques.

Pour ce qui est de 15% de véhicules électriques dans le volume de ventes des concessionnaires, le fondateur du site algérien spécialisé en automobile "DZMOTION" et ingénieur et professeur en génie mécanique, Sofiane Barkat, a considéré que cette mesure est bonne chose.

Il a estimé, toutefois, qu'il est nécessaire de motiver les Algériens avec des mesures incitatives, sur le plan financier, pour les amener à acheter un véhicule électrique, et ne pas se contenter de l'argument de la protection de l'environnement.

M. Barkat a avancé que, si les incitations financières font que le prix des véhicules électriques s'alignent à celui des véhicules à moteur thermique, le citoyen algérien achètera ce type de véhicule, surtout que le plein de carburant lui reviendra trois fois plus cher que la recharge de la batterie de son véhicule électrique.

NOYADES

28 décès, dont 24 en mer, déplorés en 48 heures sur le territoire national

Vingt-huit (28) cas de noyade, dont 24 en mer, ont été déplorés à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Sur le total des cas de décès en mer, 5 ont été recensés dans la wilaya d'Oran, 4 autres à Skikda et autant (4) à Jijel, 2 à Annaba, de même qu'à Ain Témouchent et Tizi-Ouzou, alors qu'un (1) décès a été enregistré dans chacune des wilayas de Boumerdes, Bejaia, Tipaza, El Tarf et Mostaganem, précise la

même source. En outre, quatre (4) enfants ont péri noyés dans des réserves d'eau relevant des wilayas d'Adrar (2) et d'El Tarf (02), sachant que les victimes ont été toutes repêchées par les éléments de la Protection civile puis évacués vers les structures sanitaires locales. Ce bilan s'ajoute à celui établi par la DGPC, de mai à juin derniers, faisant ressortir plus de 50 décès par noyade, portant ainsi le total à près de 80 décès en mer et autres réserves d'eau, pour toute la période considérée.